

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N° 823

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Ernest MAYAUD

Né le 18 juin 1909, à Blanzac (Haute-Vienne)
Externe des Hôpitaux

LE PROBLÈME

DE LA

STÉRILISATION HUMAINE

LA SOCIÉTÉ A-T-ELLE LE DROIT DE STÉRILISER
LES INDIVIDUS ?

Président : M. L. TANON, Professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Ernest MAYAUD

Né le 18 juin 1909, à Blanzac (Haute-Vienne)

Externe des Hôpitaux

LE PROBLÈME

DE LA

STÉRILISATION HUMAINE

LA SOCIÉTÉ A-T-ELLE LE DROIT DE STÉRILISER
LES INDIVIDUS ?

Président : M. L. TANON, Professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1934

A LA MÉMOIRE CHÉRIE
DE MA MÈRE

A LA MÉMOIRE
DE MON FRÈRE JACQUES

A LA PURE MÉMOIRE
DE MA PETITE SŒUR MARIE

A MA GRAND'MÈRE

*Dame de toute noblesse ;
Trop faible témoignage de ma vénération
et de mon affection.*

A MON PÈRE LE COMMANDANT MAYAUD

Exemple des plus hautes vertus familiales, témoignage de ma reconnaissance et de mon affection.

A MA BELLE-MÈRE

A MA TANTE M^{lle} CHARREYRON

Qui surent nous entourer de leurs affectueuses bontés.

A MES FRÈRES ET A MES SŒURS

En gage d'affection.

A MES PARENTS

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR TANON

Professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine de Paris
Conseiller technique au Ministère de la Santé Publique
Officier de la Légion d'honneur

*Nous apprécions tout l'honneur que nous
fait M. le professeur Tanon en acceptant
de présider notre thèse ;*

*Qu'il veuille bien nous permettre de lui
en exprimer nos respectueux remercie-
ments.*

A M. LE DOCTEUR ANDRÉ MOULONGUET

Laryngologiste de l'hôpital Boucicaut
et du Hertford British Hospital de Paris
Chevalier de la Légion d'honneur

*Après duquel nous avons trouvé un
accueil si bienveillant et l'exemple de la
plus haute valeur professionnelle. Nous le
prions de bien vouloir agréer, avec nos
hommages de respectueuse gratitude, l'assu-
rance de notre profond attachement.*

A MES MAÎTRES DANS LES HÔPITAUX DE BORDEAUX

A M. LE DOCTEUR PARCELIER

A M. LE DOCTEUR MICHELEAU

A MES MAÎTRES DANS LES HÔPITAUX DE PARIS

Stage :

M. LE DOCTEUR GRÉGOIRE

M. LE DOCTEUR MICHON

M. LE DOCTEUR LARDENOIS

M. LE DOCTEUR BAUDOUIN

M. LE DOCTEUR OMBRÉDANNE

Externat :

M. LE DOCTEUR LÉON BERNARD (*in memoriam*)

M. LE DOCTEUR CUNÉO

M. LE DOCTEUR GUTHMANN

M. LE DOCTEUR BÉLIARD

M. LE DOCTEUR MOULONGUET

A M. LE DOCTEUR DELAUNAY (*in memoriam*)

*En témoignage de reconnaissance pour
l'année d'internat passée dans son service.*

A M. LE DOCTEUR BOMPART

A M. LE DOCTEUR CAHEN

A M. LE DOCTEUR DEROT

A M. LE DOCTEUR DIDIER

A M. LE DOCTEUR LEMOYNE

A M. LE DOCTEUR LUZUY

A M. LE DOCTEUR MORLAAS

LE PROBLÈME DE LA STÉRILISATION HUMAINE

LA SOCIÉTÉ A-T-ELLE LE DROIT DE STÉRILISER
LES INDIVIDUS ?

Introduction

« Y a-t-il donc sur terre des grands assez grands et des puissants assez puissants pour mériter de nous que nous croyions et que nous vivions à leur gré, selon leur goût et leurs caprices, et que nous poussions la complaisance plus loin en mourant, non de la manière qui est la plus sûre pour nous, mais de celle qui leur plaît davantage ? »

LA BRUYÈRE, *Des esprits forts.*

La stérilisation des individus, maintes fois pratiquées au cours des siècles depuis la plus haute antiquité, sous toutes ses formes, et dans les buts les plus divers, vient de renaître au jour des idées modernes.

Les gouvernements de certains pays, s'inspirant du plus pur eugénisme, ont promulgué les lois de stérilisation ; ainsi, le présent disperse souvent d'un souffle rénovateur la poussière sous laquelle avaient disparu des coutumes ou des mœurs jugées périmées.

Cette « idée » enthousiasme notre xx^e siècle d'hu-

manitarisme et de progrès social ; et cependant, l'individualisme humain se cabre et notre esprit de mesure souffre difficilement cette « pratique » extrémiste.

Les droits de l'individu et ceux de la société semblent en désaccord. Un problème se pose : la société a-t-elle le droit de stériliser les individus ?

Il nous a semblé intéressant d'aborder cette question de la stérilisation humaine par les différents côtés qu'elle présente et d'essayer de tirer de nos conclusions une réponse au problème posé.

Nous suivrons pour nos investigations le plan suivant :

1° L'étude de la stérilisation au cours des âges ; les transformations dans les civilisations successives ; enfin l'esprit dans lequel, à notre époque, certains pays veulent affermir cette mesure par la force des lois.

2° L'étude de la stérilisation considérée dans ses rapports avec le droit naturel ; puis au point de vue social dans ses diverses manifestations ; enfin au point de vue religieux.

3° L'étude de la stérilisation au point de vue médical, à la lumière de nos connaissances actuelles sur l'hérédité ; un exposé des différentes méthodes, antiques et modernes, employées pour obtenir la stérilisation ; un aperçu des cas de conscience professionnelle que peut poser la stérilisation.

Alors seulement nous essaierons de conclure, ayant toujours présent à l'esprit qu'une idée, même généreuse, se heurte à de nombreuses objections lorsqu'elle quitte le plan théorique pour entrer dans le monde pratique, où les divers domaines (social, religieux, médical...) n'ont plus des limites franches et se compénètrent pour concourir à un même bien.

I

La stérilisation humaine. Historique. Actualités.

On entend par stérilisation humaine une pratique qui, par différents moyens, tend à supprimer chez l'homme et la femme le pouvoir de transmettre la vie. Elle laisse subsister l'instinct sexuel, encore qu'elle puisse le déformer ; de plus, certaines méthodes modernes, basées sur une connaissance plus exactes de l'anatomie ainsi que de la physiologie et sur les progrès de la chirurgie aseptique, ne suppriment pas le moyen de satisfaire cet instinct, ni le plaisir qui en résulte.

Au cours des siècles, les raisons invoquées pour justifier la stérilisation ont varié avec les diverses civilisations et leur morale propre ; de même, les méthodes ont différé d'une époque à une autre suivant les fluctuations des connaissances humaines ; le résultat immédiat recherché a toujours été le même : la stérilité. Une notion qu'il faut retenir, c'est que la stérilité provoquée peut ne pas forcément entraîner l'impuissance ; en effet, si la stérilité est, pour l'in-

dividu, l'impossibilité de se reproduire, l'impuissance est spécifiquement l'incapacité d'accomplir l'acte sexuel.

Faisons de courts voyages aux temps passés, recherchant les pratiques de stérilisation.

Notre plus lointaine incursion nous amène à Babylone, la cité de Sémiramis, la reine légendaire d'Assyrie, qui, dit-on, faisait castrer ceux de ses sujets qui lui paraissaient trop faibles ou trop malades, difformes ou contrefaits ; et cela afin d'éviter la dégénérescence de son peuple. Souci éminemment eugénique avant la lettre, et qu'Adolph Hitler n'aurait pas désavoué. Si l'on en croit la légende, la blanche reine aurait subjugué la Médie, la Perse, l'Arabie, l'Arménie, l'Egypte et la Lybie ; en supposant que ses désirs aient eu force de lois, l'on a le droit de rester songeur devant une telle hécatombe de testicules. Mais il est vrai que la tradition qui attribue à cette puissante dame la fondation de Babylone et de ses Jardins suspendus, peut bien aussi lui prêter cette décision radicale. Qui le saura jamais ?

En Egypte, si nous en croyons l'historien grec Diodore de Sicile, on castrait ceux qui se rendaient coupables de viol, castration pénale appliquant la loi du Talion : le criminel doit être puni dans l'organe qui a perpétué le crime. Or, la peine du Talion remonte à la loi mosaïque. Mais il paraît cependant que Moïse avait interdit la castration à son peuple. Elie Reclus a trouvé une explication à cette appa-

rente contradiction ; dans son livre de la *Circoncision*, il soutient que ces coutumes, aujourd'hui rituelles, ne seraient qu'un reste de la castration des esclaves et des prisonniers. D'autres auteurs ne voient dans ce geste rituel que la perpétuation d'une antique coutume. Il n'était pas rare que les hébreux mutilassent leurs nouveau-nés pour offrir ces phallus sanglants aux divinités, afin de se les rendre favorables, leur sacrifiant ce qui est le plus cher à la vie ; après la fuite d'Égypte, la nécessité de conserver la race aurait dicté une mesure moins dure de conséquence : la circoncision était née.

En Lydie, encore d'après un auteur grec, le grammairien et rhéteur Athénée, un roi aurait prescrit la castration des femmes servant d'eunuques, afin qu'elles conservassent plus longtemps leur fraîcheur. Il serait intéressant, et pour le moins très curieux, de savoir par quelles méthodes ce résultat était obtenu chez ces femmes. Le Grand Saule qui cite le « Banquet des Sophistes » dans son *Traité de Médecine légale*, ne nous dit rien de la pensée d'Athénée à ce sujet. Peut-être, après tout, n'était-ce là qu'un sophisme.

De ces quelques exemples, nous savons que la castration remonte aux plus vieux temps de l'antiquité. Les peuples anciens ont possédé des eunuques. Chez certains, ce fut une peine du crime d'adultère et de viol d'une rigueur très logique du fait de la loi du Talion. D'autres, dit-on, chatraient systématiquement les ennemis vaincus, avant de les réduire en

esclavage ; ce n'était pas là seulement une peine justifiée par le droit de conquête s'étendant aux individus, mais encore un moyen de défendre l'intégrité de la race des vainqueurs.

Plus près de nous, à Rome, la stérilisation fut réalisée par diverses méthodes ; le vocabulaire latin, toujours fervent de précisions, se révèle d'une richesse vraiment nouvelle dans ce domaine. Il y eut bien des *eunuchi*, mais ils ne répondaient pas exactement aux *eunuques* des siècles écoulés : étaient seulement *eunuchi*, les êtres mal venus, incapables de se reproduire par malformation anatomique ; et c'est ce qui les différencie des *spadones* qui, bien qu'ils fussent intégralement constitués, étaient cependant inaptes à procréer. Aujourd'hui, nous les appelons des impuissants. Dans ces deux cas, la nature seule était responsable. Au contraire, les *castrati* répondent vraiment à nos castrés ; leur incapacité générique était bien le fait de la castration. Cependant, à côté de ces formes déjà connues, l'astuce romaine avait inventé des procédés spéciaux, et l'on eut alors les *thlibiæ* et les *thlasiæ*, selon que la stérilité avait été obtenue en froissant (de $\theta\lambda\iota\beta\omega$ = je froisse) ou en écrasant (de $\theta\lambda\alpha\omega$ = j'écrase) les testicules des nouveau-nés.

Avec les anormaux de naissance et des méthodes aussi variées qu'ingénieuses, l'on n'est pas étonné que ces gens-là fussent très répandus dans toutes les classes de la société. Et l'on retrouve ce fait de dames des familles nobles de Rome, possédant des esclaves-

femmes stérilisées ; l'on ignore par quel moyen et l'on est près du doute.

Un autre cas à noter est celui que nous conte Valère Maxime, et dont Horace fait le sujet d'une de ses odes : le mari trompé se vengeait en privant l'amant de sa femme de ses moyens sexuels ; ainsi se lavait cette sorte d'outrage, non pas que cette vengeance fût légale, mais elle était admise. A tel point que Martial, grand amateur d'épigrammes, se moque d'un mari bafoué mais magnanime, et qui n'avait pas voulu se venger ainsi. Sans doute qu'aux époques de décadence les courages sont souvent fort amollis ! Aussi significatif est le fait du père découvrant sa fille dans les bras d'un homme ; il pouvait faire mettre les coupables à mort, mais n'avait nullement le droit de faire mutiler le corps de l'amant.

Enfin, les Romains, avant de réduire les ennemis vaincus à l'esclavage et de les ramener dans la Patrie, les soumettaient à la castration. Ils obéissaient aux mêmes raisons que leurs prédécesseurs ; sans doute leur orgueil de vainqueurs y trouvait-il ce qui leur semblait une juste part, mais surtout ils désiraient protéger leur sang de tout mélange. L'on se pose alors une question : Puisque l'on doute de l'efficacité de la stérilisation des femmes à cette époque, le mélange des sangs que les mâles vaincus ne pouvaient accomplir, qui aurait empêché qu'il ne fût réalisé par les femelles ? Il faut se souvenir que le droit romain n'accordait des droits qu'aux pères de famille ; alors, en admettant qu'il ait pu naître des

bâtards des femmes étrangères en esclavage, ils n'étaient jamais que des esclaves, et si ces femmes étaient affranchies, le fils d'un Romain n'était pas le même danger que le fils d'un étranger, fût-il affranchi.

Puisque nous parlons du droit romain, constatons que si la castration était un fait, la loi n'en parlait pas. A l'exception cependant d'un texte de Justinien qui ordonna cette peine au titre du Talion pour ceux qui auraient castré une autre personne.

Il faut croire néanmoins que des abus se produisirent ou tout au moins que ces pratiques avitales prirent une extension exceptionnelle puisque les empereurs furent obligés de sévir. Les premiers, Domotien et Nerva, s'élevèrent contre la castration : les contrevenants étaient privés d'une partie de leurs biens. Un Sénatus-Consulte, outre l'application du Talion, édictait que fut confisquée la moitié des biens du maître qui castrait son esclave. L'empereur Adrien renchérit : ce serait désormais la mort de l'opérateur et celle de l'opéré. Et Julius Clarus, quæteur, justifiait les peines portées, car, disait-il, ceux qui mutilent leurs semblables doivent être punis parce qu'ennemis de la nature.

Sans doute, cette pratique était-elle ancrée dans les usages du monde romain, car malgré les lois, les abus persistèrent et, à nouveau, Constantin intervint. Mais, le César qui s'opposa le plus énergiquement à ces abus fut sans contredit l'empereur Léon. Il prescrit dans son Nouvelle 60 : premièrement, que

le sujet qui a subi la castration, non seulement perd sa place s'il est de la Maison Impériale, mais encore doit payer une amendé de dix livres d'or et subir un relégation pouvant atteindre dix ans ; deuxièmement, que l'opérateur sera passible de la peine du fouet, du bannissement jusqu'à concurrence de dix ans, enfin de la confiscation de tous ses biens.

Mais, subtilité fort bien admissible si l'on considère l'amour exclusif du peuple romain pour la cité, alors que des peines si terribles sont édictées contre les eunuchi romani et les opérateurs, toute licence est accordée en ce qui concerne les eunuchi d'origine étrangère.

Sans doute, la castration ne disparut-elle pas ; néanmoins, il faut remarquer cette lutte entreprise par Rome, lutte qui se manifestait dans un autre ordre d'idées par les lois concernant le mariage, l'adoption. Ceci a une importance capitale si l'on ne perd pas de vue que les droits civils étaient l'apanage du *pater familias*. Pour l'individu castré, le droit romain est formel, il ne peut pas y avoir de *Justæ Nuptiæ* ; les enfants étaient considérés comme le but du mariage. Une loi, donnée par l'empereur Léon, interdisait même l'adoption aux castrati. En résumé, à Rome, la stérilisation était fort admise à titre punitif et aussi comme protection de la race ; mais nous avons aussi vu qu'elle était parfois un moyen de vengeance ou de domination.

Plus près de nous dans le monde médiéval où la

religion du Christ avait tracé la voie à des réformes répondant à de réels sentiments d'humanité, l'abolition de l'esclavage par exemple, la castration était considérée comme un crime monstrueux, mais aussi dans les mains de l'autorité comme une peine infamante. Le roi Philippe-le-Bel n'hésita pas à faire castrer les frères Launay, coupables d'avoir séduit les filles du roi ; en Angleterre, Edouard II fit subir le même traitement à Roger de Mortimer l'amant de la reine, Isabelle de France, autre fille de Philippe-le-Bel. La mésaventure du philosophe Abelard, cruellement puni par le chanoine Fulbert de sa passion pour Eloïse, est trop connue pour que nous insistions.

Cependant, notre jurisprudence ancienne punissait de la peine de mort quiconque se mutilerait dans ses organes génitaux, de même que les chirurgiens ou autre gens qui pratiqueraient ces mutilations dans le but de rendre eunuque. Il faut insister sur ce but car, dès cette époque, des indications thérapeutiques étaient posées : on voyait par exemple dans la castration le seul moyen de cure radicale de la hernie étranglée ; on castrait même des enfants pour prévenir des hernies ; et ceci jusqu'à Ambroise Paré. Mais en général, la castration n'était employée que rarement : par l'Etat comme peine infamante, par les particuliers comme vengeance.

Jusqu'à la Révolution, il en fut ainsi. Le Code Pénal du 25 septembre 1791 et celui de 1810 punissent la castration commise dans une intention crimi-

nelle, le consentement de la victime ne justifiant d'ailleurs en aucune façon le crime ; par contre, la mutilation pratiquée sur soi-même ne tombe pas sous le coup de la loi. Il est bien évident que l'amputation de la verge constitue également les éléments du crime, car c'est une atteinte directe à la virilité. Enfin, depuis 1791, les femmes sont concernées par cette loi au même titre que les hommes, le Code Pénal voulant atteindre toute mutilation « qui, lors même qu'elle n'atteint pas la vie, prive des moyens de la transmettre » (C. P. annoté, art. 316). D'après la loi de 1791, les contrevenants étaient condamnés à mort ; de nos jours, la condamnation est celle des travaux forcés à perpétuité, à moins que la mort de la victime ne survienne avant l'expiration du 40^e jour, auquel cas le coupable est passible de la peine capitale. Il est évident qu'il faut tenir compte du cas de légitime défense, dans les outrages à la pudeur et le viol : la castration qui s'ensuit est excusable et, dans le second cas, cesse même d'être criminelle.

Notons bien l'évolution des esprits sur cette question au cours des derniers siècles. Les législateurs, à quelques rares exceptions, ne voient plus dans la castration une peine infamante, elle est reléguée au rang de crime et c'est contre elle qu'il faut lutter. Le Grand Saule considère cet acte moins comme un crime que comme un acte de folie qui, d'ailleurs, de 1820 à 1890, s'est fait de plus en plus rare, à peine un par période conquennale.

Le Code Pénal de la plupart des pays jusqu'à la grande guerre, et de certains pays encore aujourd'hui, punit sévèrement ce crime, soit au titre de mutilation sexuelle, soit au titre de lésion corporelle grave. Les peines édictées ne varient guère : dans l'empire allemand, c'était la réclusion ou l'emprisonnement à terme ou à vie ; en Angleterre, l'emprisonnement et la séquestration cellulaire ; en Espagne, la réclusion ; en Russie, les travaux forcés dans les fabriques ou la déportation en Sibérie, etc...

Sans doute, existe-t-il encore des peuplades sauvages de l'Afrique qui se livrent à de telles pratiques ; sans doute les guerres du Maroc ont montré que certaines tribus dissidentes fêtaient encore leurs victoires par ces manifestations cruelles, agrémentées d'ailleurs de variantes de la plus haute barbarie, ne respectant même pas les cadavres... Il n'en est pas moins certain que la castration a régressé au cours des siècles, au fur et à mesure de l'épanouissement de la civilisation occidentale.

Cependant, notre siècle a vu se développer l'Eugénisme, et, quelques Etats, touchés de la grâce de la nouvelle doctrine, que d'aucuns veulent scientifique, ont promulgué des lois de stérilisation. Nous discuterons dans le prochain chapitre de la valeur et de la justice des aspirations eugéniques et des moyens préconisés pour les réaliser. Bornons-nous ici à enregistrer les faits, respectant autant que possible l'ordre chronologique.

Si nous faisons abstraction de l'antécédent, d'ailleurs hypothétique de la reine Sémiramis, c'est en 1779 que la stérilisation des individus fut préconisée pour la première fois dans le but de prévenir la déchéance de la race. Ce fut par la voix de J. P. Frank, médecin et philosophe allemand, qui proposait la mutilation sexuelle des malades et des faibles d'esprit. Pendant le siècle dernier, cette question fut l'objet de nombreuses discussions dans les journaux des Sociétés médicales, surtout dans les revues pour le développement des connaissances des maladies mentales, puis dans les diverses feuilles de sociétés d'Eugénisme.

L'AMÉRIQUE mit la première en pratique ce qui n'avait été jusqu'alors qu'une spéculation intellectuelle. Vers le milieu du siècle dernier, dans l'Etat de Kansas, et bien qu'il n'existât aucune loi pouvant l'autoriser, quelques débiles mentaux subirent une opération mutilante ; « l'opinion publique désapprouva cette mesure, qui resta un fait isolé ». En 1897, un projet de loi de stérilisation eugénique, déposé au Parlement de Michigan, fut repoussé. En 1903, la promulgation de la première loi fut votée en Pensylvanie, mais l'Etat y opposa son veto ; et ce fut seulement en 1907, en Indiana, que la loi fut adoptée pour la première fois. Dans les années qui suivirent, des projets de lois similaires furent introduits dans le Parlement de divers Etats et adoptés. A l'heure actuelle, 24 Etats des U. S. A. possèdent des lois de stérilisation eugénique. Il est à remarquer que des

nuances existent dans les termes, selon les idées des législateurs, leur interprétation plus ou moins large des connaissances médicales ; et ce simple fait mesure déjà la prétention de certains à considérer l'Eugénisme comme une science. Ici, la stérilisation concerne certaines catégories de criminels, spécialement les auteurs de crimes de mœurs, et, ainsi comprise, elle n'est que « la résurrection sous une forme moderne de la castration pénale des anciennes sociétés » ; là, elle prétend surtout lutter contre la multiplication des indésirables ; enfin, « les tribunaux interprètent souvent les textes dans un sens large » (D^r D'Heucqueville). En ce qui concerne cette étonnante largeur de vues, il n'est que de consulter les œuvres du D^r H. Laughlin de l'Eugenic Record Office : il désire étendre l'application bienfaisante de la loi à « tous les dépendants, y compris les orphelins, les sans demeure, les vagabonds, et les pauvres ». En trois mots, les « Socially inadequate Classes », et il conclut en livrant mentalement à l'opérateur quarante millions de ses concitoyens. Une telle magnanimité arrache cette exclamation à M^{me} Nisot, fervente protagonisme de l'Eugénisme : « Comme on le voit, les personnes qui, selon Laughlin, échapperont à la stérilisation, constitueront la minorité. »

Dans certains Etats, des lois ont reçu leur application. D'après les statistiques officielles de l'Eugenic Record Office, de 1907 à 1925, 6.244 stérilisations ont été pratiquées, dont 3.233 avant 1921 et ces chiffres sont suffisamment éloquentes pour montrer

la diffusion du mouvement dans l'après-guerre ; de ces 3.233 opérés, 430 étaient des débiles mentaux, 2.700 des psychopathes, 130 seulement des criminels...

Des statistiques officielles plus récentes (janvier 1928) accusent 8.515 interventions légales ainsi réparties : 4.517 chez des hommes, 3.998 chez des femmes. Le seul Etat de Californie dénombre à son compte la proportion record de 5.828 interventions ; les Etats de Virginia et de Kansas suivent d'assez loin la Californie ; les autres Etats ne semblent pas animés de la même ferveur ; dans l'Ohio, l'opposition, surtout catholique, fut si manifeste que la loi dut être rapportée. D'après un rapport du *State Charities Aid Association*, quatre Etats seulement pratiquent la stérilisation : la Californie, le Kansas, le Nebraska, l'Orégon.

Voyons maintenant les voies judiciaires : c'est après une consultation médicale avec ou sans l'approbation des familles ou du répondant que les tribunaux civils statuent souverainement. Après décision, le patient est livré au chirurgien désigné.

Les lois américaines de stérilisation sont donc avant tout de défense sociale ; mais si les Parlements adoptent les vœux des différentes Sociétés d'Eugénisme, les lois de stérilisation prendront nettement de nouveaux caractères de défense raciale, de réforme économique et sociale. Il faut d'ailleurs convenir que ce sont des problèmes qui se posent avec une certaine acuité en U. S. A. Un exemple tiré des

statistiques officielles le fera comprendre en ce qui concerne le problème racial :

Sur 10 mariages de femmes américaines, il naît 27 enfants.

Sur 10 mariages de femmes noires, il naît 31 enfants.

Sur 10 mariages de femmes canadiennes, il naît 56 enfants.

Sur 10 mariages de femmes polonaises, il naît 62 enfants.

Il est évident que les Américains, s'ils veulent conserver le type ancien (il serait inexact de parler d'intégrité de race), sont amenés à lutter contre cet état de choses : la stérilisation paraît, à certains, devoir être efficace.

La législation vaudoise qui s'est octroyée, le 22 mai 1928, une loi de stérilisation, se place à un point de vue sensiblement différent. Il s'agit, non seulement de protéger l'avenir, mais encore d'apporter, dans la mesure du possible, un soulagement aux misères du malade. D'ailleurs, bien avant la promulgation de la loi, en 1907, quatre pensionnaires d'un asile d'aliénés furent castrés, « de leur propre consentement, dans un but d'expérience thérapeutique ».

Voici les deux thèmes de la loi :

1^o Lorsqu'il est à prévoir qu'une personne atteinte de maladie ou d'une infirmité reconnues incurables, ne peut avoir qu'une descendance tarée, cette personne peut être l'objet de mesures d'ordre médical qui empêche la procréation d'une descendance ;

2^o Egalement « toute personne atteinte de maladie mentale, infirmité mentale ou toxicomanie (morphinomanie, cocaïnomanie, alcoolisme, etc...), pour autant que leur état nécessite des soins ou offre des dangers pour autrui ou pour elle-même ».

Le conseil cantonal de santé statue sur les propositions, apprécie l'incurabilité des cas ; de plus un rapport est rédigé pour chaque malade par un psychiatre, un chirurgien, un gynécologue. Il ne s'agit donc pas dans le canton de Vaud d'une législation pénale. Les préoccupations du législateur ont répondu à des considérations d'ordre thérapeutique et d'eugénisme. Le D^r Hauswirth est plus radical et demande la faveur de la stérilisation pour les mères de plus de six enfants dans le but de conserver la santé de la femme, mais aussi pour parer à la pauvreté ; cependant il juge qu'une mutilation sexuelle n'est pas assez charitable envers les idiots et les incurables : « Les animaux malades sont abattus, écrit-il, tandis qu'on force des gens atteints de maladie incurable à la vie et à la souffrance » (*Liberté*, 3 sept. 1923). Cette charité nous émeut certes, mais dans notre instinct vital.

Le 9 octobre 1929, le gouvernement danois a déposé un projet de loi autorisant la stérilisation des individus dangereux pour la communauté. Ce projet eugénique n'a pas encore été adopté, mais le DANEMARK possède depuis le 1^{er} juin 1929 une loi sur la

stérilisation des criminels moraux dont l'application dépend du ministère de la Justice. L'intervention n'est pratiquée que sur la demande du sujet, ou, dans le cas de défiance mentale, sur la demande des répondants ou de l'Etat, s'ils font défaut. Le sujet doit être âgé de 21 ans, être entré dans une institution d'aliénés ; s'il est marié, la permission du conjoint est nécessaire. Le paragraphe 5 prévoit des amendes de 500 à 5.000 couronnes pour le chirurgien qui pratiquerait l'opération sans l'autorisation de l'Etat ; de 200 couronnes pour les médecins du tribunal fournissant des informations erronées. Il semble donc que les indications soient exactement posées et que les cas doivent être restreints. L'esprit de la loi est le suivant : ne sont passibles de stérilisation que les individus qui sont un danger moral pour la société et qui peuvent trouver une amélioration par l'intervention.

Dans une conférence parue dans *Ugeskrift for læger*, le 9 novembre 1933, le D^r Wildenkov donne les résultats de la stérilisation de 44 personnes : ces résultats lui donnent satisfaction et plusieurs malades, qui ont pu être remis en liberté, sont contents et reconnaissants. Le D^r Wildenkov indique les conclusions suivantes qui donneront une idée de l'orientation de la question au Danemark :

- 1° Par la stérilisation on procure à la personne une situation plus libre et plus heureuse dans la communauté ;

- 2° La société est protégée contre les conséquences néfastes d'une plus grande liberté ;
- 3° On libère ainsi des places dans les institutions toujours trop petites ;
- 4° On fait des économies considérables ;
- 5° En aucun cas, il n'y a eu d'influences malsaines sur l'état physique ou psychique du sujet.

Et il termine par quelques vœux : selon lui l'âge devrait être abaissé à 18 ans ; il ne serait pas nécessaire d'être dans une institution pour faire une demande ; le ministère de la Justice devrait, conservant la législation de la castration comme peine judiciaire, être dessaisi, pour les autres cas, en faveur du ministère social ; là encore nous devons noter la tendance eugénique.

En ALLEMAGNE, un projet de loi avait été déposé au parlement saxon en 1924 par le D^r Boeters, de Zwickau, en fin d'eugénisme racial et de défense sociale contre les criminels récidivistes. Mais la loi sur la stérilisation n'a été votée au Reichstag que le 14 juillet 1933 et la mise en vigueur date du 1^{er} janvier 1934. Ce faisant, le nouveau régime mettait en pratique un des points du programme du parti nazi. Il n'est que d'ouvrir le livre d'Adolf Hitler, *Mein kampf*, qui est la nouvelle bible de l'Allemand du xx^e siècle. On y peut lire maintes affirmations qui illustrent agréablement le national-socialisme dans ses aspirations eugéniques raciales. Lorsque le chef du parti écrit : « Il ne peut être question de demi-mesure », et « im-

poser l'impossibilité pour les avariés de reproduire des descendants avariés, c'est faire œuvre de la plus claire raison » (p. 254) ; et plus loin (p. 402) « l'Etat raciste doit utiliser les ressources de la médecine la plus moderne pour éclairer sa religion ; il doit déclarer que tout individu notoirement malade ou atteint de tares héréditaires, donc transmissibles à ces rejetons, n'a pas le droit de se reproduire, et il doit lui en enlever matériellement la faculté », et cela en vue de conserver toujours pure « l'Aryen fondateur de la civilisation » ; l'on comprend tout de suite le but éminamment « raciste » de l'hitlérisme.

Nous employons à dessein ce néologisme, l'appliquant dans l'esprit du mot allemand.

Lüther a canalisé les aspirations germaniques ; le comte de Gobineau a exalté le grand dolicocephale blond nordique et Nietche a créé le surhomme ; Richard Wagner a chanté dans les Niebelungen la beauté et la force des guerriers qui aspirent au Walhalla ; Adolf Hitler, nouveau Siegfried, dans une synthèse de tous ces éléments, sait que le peuple allemand doit remplir une mission civilisatrice : il doit veiller sur l'or du Rhin. Le peuple Aryen doit se conserver pur ; aucune mesure n'est trop radicale.

Mais voyons la loi :

§ 1. — « Toute personne atteinte d'une maladie héréditaire peut être stérilisée, si d'après les expériences de la science médicale, il y a lieu de croire avec la plus grande probabilité que les descendants de cette personne seront

frappés de maux héréditaires graves affectant leur constitution mentale ou corporelle. »

Les demandes seront faites par le sujet (âgé d'au moins 18 ans), par les répondants, par le médecin d'office ou le directeur de l'établissement en ce qui concerne les personnes en traitement. Les cas seront examinés par le conseil de santé héréditaire et l'opération, une fois décidée définitivement « doit être exécutée même contre la volonté de la personne à stériliser, sauf au cas où celle-ci a été seule à faire la proposition », « l'emploi de la force est admis. » (XII).

Il semble que la loi ne réponde pas exactement aux théories hitlériennes ; le but n'est pas le même, au moins directement. Le texte du législateur repose uniquement sur une doctrine biologique de l'hérédité et de la sélection ; et c'est par là qu'il rejoint le point de vue « raciste » qui « répond à la volonté la plus profonde de la nature » rétablissant « le libre jeu de forces qui doit amener le progrès par la sélection ». Le Führer n'est d'ailleurs pas aussi explicite que le Dr Vallguth qui livreraient volontiers à la stérilisation tous les indésirables y compris les juifs, et les représentants des races de couleur établis dans le territoire du Reich.

On estime à 410.000 le nombre d'individus qui tomberaient sous le coup de la loi ; et dont les frais d'assistance s'élèvent annuellement à 350.000.000 de marks ; le prix de l'intervention étant de 20 marks pour les hommes, de 40 marks pour les femmes, le total est de 14.000.000 de marks. Que l'on juge de

l'énorme économie qui sera réalisée par l'Etat. C'est un des résultats secondaires de la loi, résultat qui ne manque pas de frapper nos esprits.

Une autre loi de stérilisation existe également dans la province d'Alberta (CANADA) ; par contre le parlement de New-Zéland a rejeté un projet de loi visant à stériliser les déficients et les aliénés.

En SUÈDE, il n'existe pas une loi de stérilisation. Cependant, en 1922, le Conseil de l'Institut National de Biologie de la Race a été chargé par le Conseil Royal Médical, après autorisation du parlement, de l'étude de ce problème du point de vue médico-social. Un rapport a été rédigé qui serait très en faveur d'une législation active.

En ANGLETERRE, divers projets d'un libéralisme marqué ont été déposés devant les Communes. En juin 1932 s'est constitué un Comité de la stérilisation dont le rapport est conclu dans le sens suivant : tout d'abord la stérilisation doit être volontaire ; l'action juridique relève du Droit commun, les juges devant toutefois recueillir et suivre l'avis motivé du Birth Control ; la tendance est nettement eugénique et tend à la restriction volontaire de la natalité. Il n'est pour s'en assurer que de lire les vœux du dernier congrès d'eugénisme de Londres : on y a proposé de stériliser les femmes, ayant déjà deux enfants, de la classe appelée le Tiers pauvre. Il existe d'ailleurs à l'heure

actuelle des cliniques privées dans la capitale anglaise où l'opération est pratiquée.

Des projets de loi analogues seraient également étudiés en FINLANDE et en NOUVELLE-ZÉLANDE. En U. R. S. la question présente moins d'intérêt du fait de l'avortement légal.

En FRANCE, l'opinion est très éloignée de la stérilisation. Cependant nous devons noter le passage suivant dans les vœux du conseil d'administration de l'Association des Etudes Sexologiques, présidé par J. Godard, ex-sous-secrétaire d'Etat à la Santé Publique, en date du 3 février 1933 : « ces dispensaires pourraient encore pratiquer la stérilisation si elle est légitimée par des raisons médicales, soit à la demande des intéressés, soit pour des raisons graves d'intérêt public (tares héréditaires physiques et mentales, impulsions criminelles ou d'ordre social) dont la liste sera établie d'après avis des sociétés médicales compétentes. »

Aujourd'hui la stérilisation a donc trouvé des applications nombreuses.

Considérant les lois existantes nous trouvons les indications suivantes :

- 1^o Thérap. : Comme elle est pratiquée légalement en Suisse en vue d'obtenir l'amélioration des anormaux ; comme tout médecin consciencieux la pratique si un bien certain en doit suivre normalement

pour le sujet : par exemple l'ovariectomie pour kyste.

- 2^o Pénale : Peine infante comme au Danemark.
- 3^o Eugénique : Protection de la santé de la communauté comme en U. S. A. et, en outre, dans le sens raciste comme en Allemagne.

Mais si nous considérons les vœux des sociétés eugéniques nous trouvons des indications nouvelles :

- 4^o Prophylaxie : le cas d'une femme chez laquelle l'on est en droit, pour une raison quelconque, de supposer qu'une grossesse serait d'un pronostic grave.
- 5^o Sociale : empêcher les naissances dans les familles pauvres et procurer ainsi plus de bien-être aux autres membres.
- 6^o Economique : réduire les charges de la société et les frais de l'assistance.

Les eugénistes, lancés sur une pente de plus en plus rapide, voient de jour en jour s'enfler leurs aspirations humanitaires et s'élargir le champ des possibilités de la stérilisation.

II

Argumentation humaine et argumentation religieuse sur la stérilisation.

Nous désirons dans ce chapitre étudier la stérilisation, tout d'abord, d'un point de vue purement humain, essayant de nous dégager de toute conviction religieuse ou scientifique, et cela simplement dans un but de clarté. Il nous semble donc que nous devons : 1° faire une critique minutieuse de l'idée en elle-même dans ses rapports avec le droit naturel ; 2° tirer des arguments en faveur ou contre ces applications, considérant les résultats plausibles de la mise en pratique en rapport avec les conditions matérielles de la vie. Au cours de cette argumentation nous serons amenés à faire une large place à l'Eugénisme et au « Racisme ».

Ensuite, nous exposerons les doctrines des diverses religions sur ce sujet, considérant que l'athéisme est une position spirituelle extrêmement rare et que la religion a de tout temps occupé une place incontestable dans la cité. La civilisation française étant imprégnée de catholicisme, nous insisterons sur la doc-

trine de l'Eglise romaine et son attitude quant à la stérilisation.

Enfin, faisant une synthèse, nous essaierons de montrer l'accord qui existe entre le droit naturel et le dogme catholique.

A) ARGUMENTATION HUMAINE SUR LA STÉRILISATION.

Le premier homme rechercha instinctivement la femme : la famille, cellule anatomique de toutes sociétés, était née. De la multiplication des humains s'en suivit l'augmentation du nombre des familles. Après quelques générations l'éparpillement de ces cellules fut un juste corollaire du développement de la race humaine ; diverses souches se constituèrent et par la réunion de plusieurs familles, l'on eut, pour employer le vocabulaire latin, la gens. Puis marquant les étapes de l'accroissement de la population, les phratries et les curies ; la synthèse de plusieurs donna naissance à la Tribu et plusieurs Tribus formèrent la cité. L'acheminement vers l'Etat tel que nous le concevons aujourd'hui continua, empruntant outre la voie ethnologique, la voie géographique. Il est donc incontestable que l'homme existait avant toute société sous quelque forme qu'elle fût ; il est aussi évident que l'Etat fut non une fin mais un moyen : il ne détient l'autorité que pour servir l'individu, il n'a d'autre raison d'être que de protéger et de défendre les droits des individus et de favoriser leur exercice. Si l'homme pouvait se suffire à lui-

même aurait-il besoin de s'associer à ses semblables ? La formation de la Société, représentée par l'Etat, a donc été le moyen pour l'homme de mieux assurer sa protection, la défense de ses droits naturels et de ceux qui en découlent au point de vue familial, civique et professionnel.

Il serait inutile de discuter si les premiers hommes avaient ou non le devoir de procréer ; il est par contre certain qu'ils en avaient le droit. Le premier droit de l'individu est celui au plein épanouissement de la personne humaine, et ce droit implique logiquement le droit au mariage et à la procréation. L'acte générique est accompagnée d'une jouissance ; elle est un corollaire non un but, conséquemment elle seule ne justifie pas l'acte ; pas davantage que l'amour des aliments ne suffit à justifier leur usage : de telles théories ne peuvent que conduire à des excès. Le but de procréer justifie seul le plaisir. L'être privé de réaliser cette finalité, est normalement privé du droit à la procréation ; étant privé du droit plus rien ne justifie le corollaire, la jouissance.

Le droit individuel à la procréation étant ainsi défini, toute loi qui tendrait à y porter atteinte serait essentiellement contre nature et injuste. Mais n'y a-t-il pas cependant des cas où l'intervention de l'Etat peut se justifier ? L'autorité civile qui peut supprimer le droit à la vie à des individus gravement coupables de nuire au bien commun de la société, devrait également pouvoir, dans le but d'écarter un danger public grave, contraindre certains individus,

au besoin par la force, à renoncer à l'exercice de leur droit naturel de procréer, voire même les priver de la faculté de le réaliser. Or, l'exercice de ce droit chez certains êtres ne va pas sans faire courir à la Société un danger public grave. Seulement, il n'y a aucune parité entre l'homme condamné à mort pour crime et l'homme stérilisé parce qu'il est atteint de maladie ou de tare héréditaire : l'un est coupable, l'autre est innocent.

L'autorité de l'Etat quand il n'y a pas culpabilité ne peut aucunement intervenir contre un droit dont il n'est pas l'auteur.

Si donc la stérilisation légale est condamnable de par le droit naturel, la stérilisation volontaire peut-elle être justifiée ? Il semblerait que l'individu ait le droit de disposer de sa personne. Et cependant, il est contre nature de mutiler son corps sans raison supérieure ; de plus, rechercher la stérilisation dans le but d'éviter la procréation est absurde, car il est illogique de détourner une chose de son effet naturel.

Abandonnons ces spéculations purement intellectuelles et procédons à un examen critique des diverses indications pratiques possibles de la stérilisation.

1° *La stérilisation thérapeutique.* — On entend par là l'abolition du pouvoir de procréation dans le but d'obtenir une amélioration de la santé du sujet ou sa guérison ; sans doute la stérilité en résulte, cependant elle n'est pas recherchée pour elle-même, mais bien dans un intérêt supérieur : car il est bien évi-

dent que le tout est plus important que la partie ; l'amputation d'un bras pour conserver le corps est fait parfaitement licite, de même la stérilisation dans le but de conserver la vie. Il serait paradoxal de ne pas combattre la mort sous prétexte de conserver la possibilité de transmettre la vie. C'est le fameux acte à double effet des thomistes. Il semble également logique qu'un malade ne se livre à cette thérapeutique qu'en dernier ressort. Cette forme de la stérilisation n'a jamais été discutée et possède des indications cliniques très nettes se passant évidemment du secours des lois.

En Suisse et au Danemark des essais ont été faits dans des cliniques spéciales ou des asiles d'aliénés sur des déficients mentaux principalement d'ordre sexuel, avec ou sans leur consentement ; et d'après certains médecins, les résultats ont couronné plus ou moins partiellement ces tentatives. Il semble que dans ce domaine il faille attendre, pour en juger, des données plus précises de la science.

2° *La stérilisation médicale prophylactique.* — Elle se différencie de la précédente en ce sens que le but recherché n'est pas l'amélioration ou la guérison d'une maladie. Il s'agit seulement de prévenir les atteintes futures à la santé du sujet : C'est le cas d'une femme, au bassin mal formé, ou tuberculeuse, ou présentant une maladie de cœur, et dont on prévoit avec le plus de certitudes possibles qu'une grossesse sera d'un pronostic vital grave. Certes la stéri-

lisation revêt une allure thérapeutique, mais elle n'agira en aucune façon sur la malformation anatomique, sur la tuberculose, sur la maladie cardiaque. La pratiquer n'est donc plus licite, le but direct n'est plus de guérir mais bien d'empêcher la procréation. Il est bien évident que pareilles mesures ne sauraient être légales. Reconnaissons d'ailleurs que ce sont là des cas de conscience pénibles pour les praticiens.

3° *La stérilisation pénale.* — Pratiquée à titre punitif, elle semble licite puisqu'il s'agit de protéger la communauté contre un criminel. La culpabilité grave justifie la peine. Le Procureur général danois Goll émet cette théorie : « ... Les hommes qui ont trahi la dignité humaine ne doivent pas être punis en perdant la vie, mais en perdant le droit de la donner. »

Cependant il faut reconnaître que cette pratique a vécu et que nos mœurs actuelles répugnent à ce que soit inscrite dans le Code pénal une loi autorisant cette mutilation. Ce serait une régression vers des coutumes antiques et barbares. L'on conçoit d'ailleurs difficilement en quoi une telle mesure suffirait à protéger la Société : d'autant qu'elle possède des moyens de coercition beaucoup plus efficaces. Quant au criminel sexuel pathologique, il relève bien davantage de l'asile que des lois.

4° *La stérilisation sociale.* -- Elle consisterait, pour répondre à des préoccupations humanitaires, à priver de l'exercice du droit de procréation certains indivi-

dus, voire même certaines classes de la société. Ce sont des familles pauvres qui ont le plus d'enfants : Pourquoi, dans ces milieux, ne pas stériliser les femmes après le quatrième ou le sixième accouchement ? De cette façon la fortune trouverait une répartition plus équitable, et le bonheur de chacun serait mieux assuré. C'est d'ailleurs un des points du programme du D^r Laughlin de l'E. R. O. et un désir du Docteur suisse Hauswirth ; notre confrère américain demande l'élargissement de la stérilisation en faveur « des orphelins, des sans demeure, des vagabonds » et cependant ces gens-là pourraient aspirer à la richesse, tout au moins à l'aisance, qui leur permettrait de fonder et de faire vivre une famille. Ces points de vue manifestement outranciers sont illicites de par leur but ; de plus les résultats ne sont pas certains et la porte est ouverte à tous les abus, soit de l'autorité, soit des particuliers : l'on verrait augmenter le nombre de ces jeunes femmes effrayées par la perspective d'une grossesse, qui recherchent à conserver le plaisir sexuel sans les conséquences, ce qu'elles nomment ingénument « la sécurité dans l'amour ».

5° *La stérilisation économique.* — Elle serait pratiquée dans le but d'alléger les charges de la Société et les frais de l'Assistance. Il faut encore en revenir au D^r Laughlin dont les vastes vues théoriques sont malheureusement peu pratiques. Il s'agirait de stériliser tous les êtres qui sont à la charge de l'Assistance publique. En Suisse on a proposé cette mesure

pour les filles-mères et pour les femmes mariées ayant eu de nombreux enfants assistés ; en effet, il est peu probable qu'une jeune fille puisse supporter la charge d'élever un enfant et si elle l'accepte sa vie risque d'être brisée : l'Assistance est une voie ouverte et pour sa sécurité et pour celle de l'enfant ; mais une telle forme de la stérilisation n'est-elle pas un gage à la prostitution ? Quant à la femme mariée qui profite déjà des secours de l'Etat, il est très évident qu'une nouvelle maternité se traduira par la demande de nouveaux bienfaits difficiles à refuser, sans compter les frais de couche, etc... Cet exemple répété des centaines et des milliers de fois finit par grever lourdement le budget. Sans doute, mais il n'en est pas moins vrai que cette stérilisation, ayant pour effet direct de dénaturer l'acte de procréation, est humainement illicite. Enfin il faut reconnaître qu'une telle mesure entre les mains de certains Pouvoirs, peut devenir une arme à double tranchant et, sinon de ressources politiques, du moins une source d'abus pour l'autorité. La question se pose : doit-on mettre en balance la vie et l'argent ?

6° *Enfin la stérilisation eugénique.* — Elle serait une vaste synthèse des indications précédentes. Il convient de définir la notion d'Eugénisme, d'en préciser les modalités et de se demander si le but recherché peut légitimer les mesures préconisées, enfin de critiquer les arguments en faveur ou contre ces méthodes.

Qu'est-ce que l'Eugénisme ? Ethymologiquement : obtenir de bonnes naissances (du grec εὖ = bien et γεννᾶν = engendrer). Pour être plus explicite, l'Eugénisme consiste à rechercher les conditions les plus favorables à la reproduction dans le but de l'amélioration consécutive de la race humaine. Cette préoccupation a de tout temps hanté les esprits : Souvenons-nous de Semiramis faisant castrer les nouveau-nés d'apparence débile ; les Lacédémoniens appliquaient aux enfants mal venus un Eugénisme d'une barbare simplicité, les précipitant dès leur naissance dans les précipices rocheux du Mont Taygète ; il était d'ailleurs prescrit par Licurgue que les jeunes gens des deux sexes ne pourraient se marier qu'après une instruction minutieuse des devoirs du mariage ; le poète grec Théognis de Mégara écrivait au ^x^e siècle avant J.-C. : « Nous nous inquiétons d'avoir des ânes
« et des chevaux de bonne race parce que nous sa-
« vons que le bon provient du bon ; et cependant un
« homme sain ne refuse pas d'épouser une femme
« malade... si elle a de l'argent. » Platon, dans sa *République*, préconisait un tirage au sort contrôlé pour désigner les conjoints, de telle façon que les meilleurs allassent aux meilleurs, et Aristote est partisan d'une pratique similaire. A Rome, obéissant à un sentiment d'amour racial, l'on stérilisait les ennemis vaincus avant de les réduire à l'esclavage. Lorsque la parole du Christ fut prêchée dans l'Antien monde, ces méthodes barbares commencèrent à disparaître ; les hommes firent confiance à l'esprit de

charité. Fustel de Coulanges écrit justement dans sa *Cité Antique* : « Une fois que l'âme a été affranchie, le plus difficile était fait et la liberté est devenue possible dans l'ordre social. » Cependant, au xvi^e siècle, le philosophe dominicain Campanella reprenait dans sa *Citta de Soli* le thème de Théognis : « Nous, qui nous occupons tellement de l'amélioration des races de chiens et de chevaux, nous nous désintéressons totalement de la race humaine. » Campanella préconisait la méthode expérimentale ; mais à cette époque les précurseurs passaient pour avoir des idées d'une étrange hardiesse et, tout comme Galilée, il eut à souffrir de l'autorité papale et il se réfugia en France.

De nos jours, sous le signe de la Science, les mêmes sentiments ont inspiré le père de l'Eugénique moderne ; en 1883, Francis Galton faisait éditer son livre *Inquiries to human faculty* et définissait ainsi l'Eugénisme : « Eugenics is the Science wich deals with all influences that improve the inborn qualities of a race also with those that develop them to the utmost advantage. » Il appuyait sa théorie sur la connaissance de l'hérédité que « l'on peut diriger comme une force mécanique », et il énonçait quelques lois qui d'ailleurs se sont révélées inexactes. Il préconisait pour arriver au but : la restriction de reproduction des inaptes (moyen négatif) et surtout l'amélioration de la race en favorisant la fécondité des meilleures lignées (moyen positif). Les bases de l'eugénique moderne étaient posées.

C'est à cette même époque que Darwin, cousin par alliance de Galton, avait fait paraître ses études sur la sélection. « L'homme, dit-il, doit faire quelque chose par sélection, non seulement pour la santé et l'apparence physique de ses descendants, mais aussi pour leurs qualités morales et intellectuelles. »

Et sous la plume de Bernard Shaw encore l'assimilation de l'homme à l'animal : « Ce que l'on peut faire avec un loup peut être fait avec un homme. »

Durant le dernier demi-siècle, le mouvement mendélien ouvrit aux savants des portes sur le mystère de l'hérédité ; l'eugénisme s'en empara pour appuyer sa doctrine ; un peu partout des sociétés d'eugénique se constituèrent, émettant le désir de transposer dans la pratique les idées du Galtonisme. En Angleterre, en Amérique surtout le mouvement prit rapidement une large extension ; des Congrès internationaux réunirent les maîtres de la nouvelle foi : il faut substituer à une multiplication aveugle de quantité un développement intelligent de qualité. Les Etats furent sollicités et peu à peu des mesures préconisées furent promulguées en lois. Nous en sommes là ; les discussions sont nombreuses. La formule de la loi allemande va marquer, selon ces résultats, une victoire ou une défaite pour l'eugénique dite scientifique.

Des deux directives données par Galton, il est évident que la négative est plus facile que la positive ; elle semble aussi plus radicale : elle est plus facile car il est plus aisé de détruire que de construire, puis

ce n'est pas la vue d'une belle famille, mais bien celle d'une famille tarée qui conduit à l'eugénisme, faisant dire : « il faut à tout prix empêcher cela » ; elle semble plus radicale car l'Etat peut aisément restreindre la quantité, mais difficilement accroître la qualité. Reste à savoir si les moyens répondent aux buts et sont légitimes. Quels sont ceux préconisés et dont certains ont reçu une application ? Tout d'abord protéger le mariage (le certificat prénuptial), puis interdire le mariage, un pas de plus et c'est l'avortement, un dernier pas, c'est la stérilisation. Nous disons un dernier pas, pourtant, écoutons le D^r Hauswirth. « Les animaux malades sont abattus, tandis qu'on force des gens atteints de maladies incurables à la vie et à la souffrance » (*Liberté*, 13 sept. 1923). Implacable logique, que pratiquent du reste certaines peuplades sauvages qui se débarrassent des vieillards en les abandonnant en des lieux déserts à leur bonne étoile. Ces mesures peuvent très bien être comprises dans un sens particulier, ayant moins en perspective l'amélioration de la race humaine que l'amélioration de la Race. C'est cette filiation qui a donné naissance à l'eugénisme germanique.

Nous traitons seulement ici de la stérilisation. Nous avons vu qu'il s'agissait pour le moment de stériliser les tarés et spécialement les tarés psychiques ; mais nous savons aussi que l'extension de cette faveur est projetée aux *socialy inadequate classes* (vœu du D^r Laughlin). L'œuvre est d'envergure.

Envisageons le problème des tarés. De par le droit naturel il est évident que cette mesure est illégitime puisque le but primordial, la restriction des naissances, est illicite ; qu'une action curative peut en être la conséquence accessoirement ; enfin qu'il ne peut s'agir de traiter des malades comme des criminels.

Plaçons-nous sur le terrain pratique : Les partisans de la stérilisation des tarés, pouvant transmettre leur tare par voie héréditaire, émettent ces arguments :

a) Le but recherché : l'amélioration de la race justifie amplement de telles mesures. Il faudrait alors admettre que la race humaine n'a aucune aspiration spirituelle, qu'on peut la considérer comme une espèce animale : un tel eugénisme est un idéal de haras ! D'autre part, il est des mesures qui correspondent davantage à la dignité de la personne humaine. Puis serait-ce améliorer la race que la priver des possibilités énormes que peuvent renfermer en puissance des souches tarées. Nous savons bien que le pourcentage de probabilité est minime, mais enfin nous avons le droit de songer à ces Flambeaux de l'humanité que nous devons à cette liberté de procréation que l'eugénisme doit faire disparaître. Ne dit-on pas que le monde moderne vit sur l'œuvre de deux épiléptiques : César et Napoléon ?

b) Il est de la plus simple humanité d'éviter à des êtres, qui seraient presque fatalement des dégradés,

les douleurs physiques et même les souffrances morales d'une vie inférieure, en admettant qu'ils puissent en avoir conscience. Tout d'abord « presque fatalement » est un point très faible. Ensuite, pourquoi s'inquiéter des souffrances intérieures d'êtres que l'on ravale au rang des animaux ? Et s'ils n'en sont point, ne peuvent-ils donc pas souffrir justement d'être traités en parias ? Tel est le dilemme. Enfin, nous croyons qu'il appartient à la médecine de soulager les malades : c'est la véritable humanité. Sans doute le pouvoir des praticiens est limité : la connaissance absolue est impossible ; il faut faire confiance à l'avenir.

c) La Société actuelle par sa civilisation s'oppose à la sélection naturelle, d'où il s'en suit que les sujets tarés augmentent de décade en décade, prétendent les eugénistes, et ils voient dans la stérilisation le moyen de suppléer au libre jeu des forces de la nature. En effet, les pauvres, les faibles, s'ils étaient livrés à eux-mêmes, seraient vite éliminés par les rigueurs climatiques, par leur impossibilité de trouver la nourriture ; mais la Société, par ses hôpitaux, ses œuvres sociales, met obstacle en partie à ce déroulement normal. Sans doute la Société moderne recherche à conserver ; mais n'est-ce pas là son rôle primordial ? A-t-elle même d'autres raisons d'être que de procurer à ses membres le maximum possible de bien-être et le premier des biens n'est-il pas la conservation de la vie ?

d) Le budget de l'Assistance est lourdement grevé

par les dépenses que nécessitent cette recherche d'amélioration et de conservation des tarés ; quelles économies ne seraient pas réalisées par leur stérilisation ? Au moins dans l'avenir ? En Allemagne, la somme récupérée dans l'avenir serait de plusieurs centaines de millions de marks par an. Il faudrait alors admettre pour cela que les tares puissent s'éteindre avec les tarés ; ce n'est guère conciliable avec les connaissances que nous avons actuellement de l'hérédité, et une telle théorie ne tient aucun compte de l'action des milieux extérieurs. Ces remarques mises à part, constatons, toujours en Allemagne : premièrement, que la mise en application de la loi a nécessité la création d'environ 1.700 Tribunaux spéciaux (chiffre emprunté au *Temps* du 23 déc. 1933) comprenant chacun un Juge de Paix, un médecin d'Office et un autre médecin agréé par l'Empire (paragraphe 6) ; deuxièmement, que peuvent être convoqués des témoins et experts ordonnés par le dit Tribunal (paragraphe 7) ; troisièmement, que l'intervention chirurgicale sera payée 20 marks pour les hommes, 40 marks pour les femmes, et que ces frais ainsi que ceux de la procédure chirurgicale sont à la charge du Trésor (article 13).

Il semble que tous les frais occasionnés pour les traitements des membres du Tribunal, par les mouvements des témoins et des experts, par les soins opératoires, doivent être assez élevés et diminuer considérablement l'économie prévue. Ceci est d'autant plus vrai que la malheureuse classe des tarés ne

peut disparaître complètement ; elle diminuera sans doute et normalement elle doit diminuer, car il est malaisé de penser que ces malades enfermés dans des maisons d'Etat puissent procréer en liberté, en admettant qu'ils en aient encore la puissance ; mais admettons qu'elle diminuera : les Tribunaux n'en seront pas moins nécessaires pour le dépistage des anormaux à venir et l'économie réalisée sera de moins en moins grande.

e) Par la stérilisation, nous empêchons de naître, disent les eugénistes, des êtres qui rétrograderaient « vers les primates des antiques cavernes ; qui sem-
« blent normaux, mûrissent leur crime en nous
« frôlant, et chez lesquels le réveil de l'hérédité est
« la source d'actes atroces. Souvenez-vous du vam-
« pire de Dusseldorf » ! Très bien, mais il nous semble puéril de voir dans une mesure si radicale un élément efficace de prophylaxie sociale. Combien d'innocents seraient immolés avant de naître pour satisfaire à la suppression de simples probabilités, une ombre de criminel. *Homicidii festinatio prohibere nasci*. « C'est se hâter de tuer que d'empêcher de naître » (Tertullien). Puis il est bien beau de songer préventivement au vampire, mais pourquoi ne pas songer au génie.

f) La stérilisation eugénique si elle était pratiquée sur une large échelle de par le monde serait, prétendent ses partisans, un moyen rationnel de remédier à la surpopulation qui semble à certains économistes un problème angoissant difficilement soluble.

On éliminerait les mauvais, les médiocres pour permettre le développement fertile des êtres normaux. Il paraît irrationnel d'applaudir à l'abolition de l'esclavage à une aristocratie de naissance ou d'argent, et d'accueillir avec le même enthousiasme la naissance d'une ère nouvelle ou l'esclavage serait rétabli en faveur d'une aristocratie de la santé. Car si le mot n'est pas prononcé, le fait est patent, et cette servitude serait odieuse par laquelle le taré devrait contribuer aux charges de la vie commune en se voyant interdire le plein épanouissement de son être. Et d'un point de vue pratique ne semble-t-il pas que la diminution du nombre ne serait pas la diminution des dépenses alors que les goûts de luxe ou simplement d'un large bien-être sont de jour en jour plus impérieux en chacun.

g) Enfin disent les eugénistes, notre politique même si elle n'est pas totalement efficace ne vaut-elle pas mieux que celle des bras croisés ? C'est méconnaître une lutte d'eugénisme positif dont la prophylaxie contre la syphilis, les dispensaires et les sanatoriums et préventoriums pour les tuberculeux, la propagande anti-alcoolique, l'interdiction des mariages consanguins, etc... sont les témoins. Certes, rien ne peut suppléer à la formation morale de l'individu, mais il ne faut pas faire fi des moyens matériels et dans l'ordre positif un champ d'actions est encore ouvert.

Nous avons discuté les arguments des partisans de

l'eugénisme ; sautons la barrière pour l'exposé et la critique de l'argumentation des adversaires :

a) La liberté individuelle n'est pas respectée ce qui est contradictoire en ce siècle de libéralisme. Certes, mais que pèse dans la balance le bien de l'individu en comparaison de celui de la Société ? Cette réponse ne résout pas la question et ne peut contre le fait que les sociétés ont été créées par les hommes, pour eux, et non inversement ; et d'autant que nous croyons que, si la santé est un élément du bonheur, il est possible de le connaître sans elle.

b) Par la stérilisation (type actuel) l'acte privé de son effet direct reste possible et avec lui la jouissance. Dans ce « siècle d'érétisme universel » (Riche) n'est-il pas à craindre que la débauche n'y trouve sinon un encouragement, du moins des facilités ? L'on répondra qu'à l'heure actuelle les gens qui veulent l'amour sans son fruit trouvent bien des moyens appropriés. Sans doute, mais la législation au moins en France par la loi de 1920 réprime la provocation à l'avortement et à la propagande anti-conceptionnelle. Il paraît peu logique d'accorder d'une main ce que l'on refuse de l'autre ; et l'on peut penser qu'avec les nouvelles législations, nombre d'individus ne se découvrent subitement des tarés ou des descendants de famille tarée.

c) Serait-ce suffisant que de stériliser un criminel sadique, par exemple ? Les données de la Science ne peuvent démontrer à l'heure actuelle l'effet curatif

de cette intervention en ce genre de tares. Fertile ou stérile un criminel sadique devra toujours être interné. Les eugénistes répondront que l'avenir au moins est protégé : le potentiel vital de la Société en sera accru et une économie réalisée. Du point de vue économie nous avons déjà parlé, du point de vue de la protection de l'avenir, nous parlerons dans le prochain chapitre, traitant de l'hérédité.

d) Tous les excès seront loïsibles à l'autorité. Par filiation, l'eugénisme devenu « racisme » quelle belle perspective ! Le Dr Vallguth dans *Aertzliche Mitteilungen* ne craint pas d'embrasser dans un geste large pour les offrir aux chirurgiens d'Etat « les Juifs, les Mongols et les Nègres et les races étrangères » ; mais qui donc de nos jours peut sérieusement croire à une race pure après le bouillonnement ethnique des siècles. Mussolini prétend même qu'il n'y a pas de races, qu'il n'y a que des cultures.

e) Une autre objection est basée sur le matérialisme de la stérilisation eugénique. N'est-il pas à craindre que les hommes, à force d'être traités comme des animaux ne perdent les notions du concept moral ? L'ornière ouverte s'élargirait davantage à chaque génération, l'homme s'y enliserait peu à peu dans la boue, n'obéissant plus qu'à son instinct et aux coups de trique des lois qui auraient pour but de le diriger. Il n'est pas prouvé que l'homme descende du singe, mais il pourrait ainsi y remonter.

f) Il sera insuffisant et inefficace de stériliser seulement les êtres chez lesquels s'est manifestée une

tare. S'ils ont des enfants, s'ils ont des frères, ne faudrait-il pas leur étendre la même mesure alors même qu'ils sembleraient indemnes ? Car ainsi que l'avait prévu Montaigne le petit-fils ressemble souvent aux grands-parents et le neveu à l'oncle : où donc sera la limite ?

g) La société possède d'autres moyens de préservation. Est-il besoin de rappeler les léproseries médiévales ? Pourquoi donc n'agirait-on pas ainsi avec les débiles mentaux ? Il existe sur les côtes de Suède une île où ne vivent que des choreïques ; cette société qui, dans ce cas, est le fait de la seule nature, pourquoi ne servirait-elle pas d'exemple ?

h) Enfin, l'on invoque le peu de certitude de nos connaissances sur l'hérédité ; l'on se demande si les diverses opérations pratiquées en vue d'obtenir la stérilisation sont complètement anodines et l'on cite des cas où la mort s'en suivit. Nous discuterons plus exactement de ces questions dans le prochain chapitre.

B) ARGUMENTATION RELIGIEUSE SUR LA STÉRILISATION.

Il serait difficile de laisser dans l'ombre ce côté de la question. L'attitude de l'église romaine, celle de certains dignitaires de l'église protestante fut très nette en présence des lois de stérilisation.

Du point de vue purement humain, il est loisible de considérer que l'être trouve en lui sa finalité, sur terre et dans le temps ; du point de vue religieux, la

finalité de l'homme n'est pas en lui mais bien en un au delà supra terrestre et pour l'éternité : « Nul ne saurait avoir une intelligence vraie de la vie mortelle ni l'estimer à sa juste valeur s'il ne s'élève jusqu'à la considération de cette autre vie qui est immortelle » (*Rerum Novarum*, Léon XIII). L'être humain n'est pas seulement un corps mais une enveloppe charnelle pour une âme immortelle. Différence essentielle avec la bête : l'animal est soumis à un instinct qui le domine, l'homme doit soumettre l'instinct en le dominant.

Pour nous, catholiques, la procréation est licite, c'est un droit naturel, individuel, intangible. Il ne s'agit cependant pas d'un devoir ; c'est un droit et comme tel l'homme peut renoncer à faire usage de son droit. Faire vœu de pauvreté n'est pas nier le droit de propriété ; de même faire vœu de chasteté n'est pas nier le droit à la procréation, et c'est ainsi qu'il faut entendre le passage des Saints Evangiles selon saint Mathieu (XIX-12). « Il y en a qui se sont faits eunuques pour le royaume des cieux. » Et il faut bien reconnaître que la stérilisation n'est point une renonciation, mais bien une privation d'un droit naturel. Rappelons l'excommunication portée contre le théologien Origène qui s'était fais émasculer pour apaiser en lui les feux de la concupiscence : ceci pour montrer que si l'homme peut renoncer à son droit de procréation, il ne doit pas porter atteinte à sa faculté de procréer. Il ne peut disposer d'un bien, dont Dieu est le donateur, et dont il n'a que l'usufruit.

Dieu a fondé le mariage « il n'est pas bon que l'homme soit seul, je lui fournirai une compagne semblable à lui... c'est pourquoi l'homme quittera son père et sa mère et s'attachera à sa femme et ils deviendront une seule chair » (Genèse 11 de 18 et 24). Puis il a enfermé le droit à la procréation dans le mariage : c'est le neuvième commandement des tables de la loi : « L'œuvre de chair ne désirera qu'en mariage seulement. » Il est à remarquer que les aliénés mentaux sont fatalement en dehors du mariage : La Société ne peut priver l'individu de son droit de reproduction, mais, l'Eglise l'interdit justement en dehors du mariage ; or le mariage est un contrat et les aliénés mentaux ne peuvent en être les parties.

Tout droit à un objet, nécessite un sujet. L'objet du droit est la procréation ; le plaisir est en vue de l'acte il n'en est pas l'objet : d'où il découle que l'acte charnel doit être accompli de telle façon qu'il puisse y avoir procréation. Le sujet du droit est tout individu qui peut satisfaire pleinement à l'objet, d'où il découle que l'individu stérilisé ne pouvant, où accomplir l'acte (stérilisation des anciens), ou satisfaire à l'objet (stérilisation moderne) est privé du droit de procréation.

Citons le canon 1013 : *Matrimonii finis primarius est procreatio atque educatio prolis ; secundarius mutum adiutorium et remedium concupiscentiæ.*

Donc l'acte accompli par les époux alors qu'ils savent que la procréation est impossible, dans le but

par exemple d'apaiser leurs désirs, est illicite. Cependant, l'Eglise reconnaît les cas d'intérêt supérieur : la stérilisation thérapeutique est admise, puisqu'il s'agit de conserver la vie ; de même l'acte de chair est permis ensuite, alors qu'il est bien évident que le but primordial ne peut être atteint. On ne peut « accuser d'acte contre nature les époux qui usent de leur droit suivant la droite et naturelle raison, si, pour des causes naturelles, dues soit à des circonstances temporaires, soit à certaines défec-tuosités physiques, une nouvelle vie n'en peut sortir » (*Casti conubii*). Quant à la stérilisation volontaire, il n'est que de lire les tables de la loi pour voir qu'elle est en contradiction avec la morale chrétienne. Le 5^e sacrement interdit le suicide et les mutilations corporelles que ne nécessite pas la conservation de la vie. C'est que la vie est un don de Dieu dont nous n'avons que l'usufruit et dont nous ne pouvons disposer. Le 6^e commandement condamne la luxure et par conséquent la stérilisation est souvent dans l'intention de celui ou de celle qui y recourt, une faute grave.

Dans le cas où la Société doit se défendre contre un criminel, l'Eglise admet qu'il soit moralement licite de pratiquer la stérilisation. Saint Thomas écrit dans sa Somme Théologique : « de même que « certains crimes appellent la peine capitale, ainsi « certaines fautes moindres peuvent être punies « par la mutilation d'un membre », et il ajoute : « l'individu peut être ainsi mutilé parce que aban-

« donnant la nature humaine, il est descendu jusqu'à l'animal ».

Pour la stérilisation eugénique la question est tout autre. Si nous en croyons Albert Edward Wigwam : « Si Jésus avait été parmi nous, il eût été le Président du Congrès d'eugénique » car l'eugénisme « fournit le programme définitif de la christianisation totale de l'humanité ». Au contraire, l'anglais Anthony M. Ludovici voit dans le christianisme la négation complète de l'eugénique. Henri de Montherland ne va-t-il pas jusqu'à prétendre que le catholicisme est la seule religion qui comprenne l'eugénisme : n'est-elle pas la seule qui fasse un dogme de la Résurrection des corps ? Simple boutade !

En vérité, la religion catholique n'est nullement en opposition de but avec l'eugénisme ; ainsi que le rappelle sa Sainteté Pie XI : « Il n'y a qu'un seul auteur de la nature et de la grâce ». Mais il y a divergence dans le choix des moyens. L'eugénisme actuel, par sa méthode négative, porte atteinte aux droits naturels de l'individu : l'interdiction du mariage, stérilisation... la morale catholique les défend et reproche à l'eugénisme moderne :

- a) Son anthropolatrie ;
- b) La restriction des naissances *ad libitum* ;
- c) La désagrégation de l'ordre social ou la débauche dans le mariage par l'application d'une erreur : « le droit à la vie sexuelle ».

Et cela par une violation absolue du droit naturel.

Il convient de dire que l'Eglise catholique a pratiqué une méthode positive : dans l'ordre particulier, la loi morale fait à toute personne l'obligation d'avertir son futur conjoint des maladies graves dont elle pourrait être atteinte ainsi que des hérédités dont elle est menacée ; le mariage pourra même être déconseillé ; après le mariage la continence pourra être nécessaire. En un mot l'action doit être d'ordre moral. Sur le plan social il n'est que de considérer les œuvres catholiques ; l'Eglise réclame, outre la loi morale, des lois sociales légitimes, pour assurer à la vie un milieu favorable où elle pourra germer, se développer et se fortifier. Rappelons enfin cette phrase de Ed. Jordan : « Il y a toujours eu une eugénique en quelque sorte instinctive. Les gens chétifs, « trop laids, les sourds-muets, les bègues, enfin les « disgraciés de la nature se sont toujours moins facilement mariés que les gens normaux, beaux et « bien portants. L'amour est déjà un procédé de sélection... et quel est le père de famille raisonnable « quand on lui parle d'un jeune homme ou d'une « jeune fille pour sa fille ou pour son fils qui ne « prend des renseignements sur beaucoup de points, « entre autres et notamment sur la santé. » (*Eugénisme et Moral.*)

La position de l'Eglise, vis-à-vis de la stérilisation, a été marquée dans l'encyclique *Casti Conubii* par laquelle le Pape Pie XI affirme la morale chrétienne du mariage : « Les magistrats n'ont aucun droit direct sur les membres de leurs sujets ; ils ne peuvent

jamais ni pour raison d'eugénisme, ni pour aucun autre genre de raison, blesser et atteindre directement l'intégrité du corps ; dès lors qu'aucune faute n'a été commise il n'y a aucune raison d'infliger une peine sanglante. »

Et le Saint Père continue citant saint Thomas : « Jamais suivant le jugement humain personne ne doit sans avoir commis une faute être puni d'une peine meurtrissante : on ne peut ni le tuer, ni le mutiler, ni le frapper », et, « au surplus, les individus « eux-mêmes n'ont sur les membres de leur propre « corps d'autres puissances que celles qui se rapportent à leur fin naturelle ; ils ne peuvent ni les détruire, ni les mutiler, ni se rendre par d'autres « moyens inaptes à leurs fonctions naturelles, sauf « quand il est impossible de pourvoir autrement au « bien du corps tout entier ». La position de l'Eglise catholique est donc nettement définie.

Voyons celle de l'Eglise protestante, luthérienne ou réformée d'Angleterre. En Août 1930, les évêques anglicans s'exprimaient ainsi dans le mandement de Lambeth : « Néanmoins dans le cas où apparaît clairement cette obligation morale de limiter ou d'éviter la paternité, et qu'une raison moralement saine s'oppose à une complète continence, la conférence admet que d'autres méthodes puissent être employées pourvu que cela se fasse à la lumière des mêmes principes chrétiens. La conférence rappelle son énergique réprobation de toutes méthodes anticonceptionnelles adoptées pour des motifs d'égoïsme, de vo-

lupté, ou de pure convenance.» Evidemment, les termes sont assez vagues. Il ne semble pas que l'attitude soit très nette, et le Révérend Thomas a réprouvé le mandement en ces termes : « Ce n'est pas par des compromis qu'on triomphe du démon. »

Le Pasteur Hossenfelder, alors membre du ministère ecclésiastique, assistant l'évêque du Reich, Müller, déclarait plus carrément : « La loi chrétienne de charité nous oblige à secourir nos semblables lorsqu'ils sont malades. Mais il est contraire à l'ordre de la création de permettre à des dégénérés de gâter la santé du peuple et la pureté de la race par la propagation de graves maladies. La loi qui vient d'être promulguée est une nécessité religieuse pour le chrétien évangélique. » Cela est parler franc et traduit dans le domaine religieux cette phrase du D^r Bavinck : « La diminution de la valeur humaine qu'on reproche à l'hygiène eugénique ne diffère guère en principe des innombrables interventions que l'Etat, communauté à laquelle l'individu est subordonné, exerce et doit exercer dans les domaines les plus divers » (*Völkische Beobachter*, 1^{er} août 1933).

Nous sommes bien en présence d'une théorie positiviste de l'Etat, normale en Allemagne « raciste » où le führer ambitionne de créer une religion germanique : l'individu est subordonné à la Société, et par conséquent cette dernière peut sélectionner ses membres par les méthodes qui lui semblent efficaces.

Cependant, à la suite de ces déclarations, un conflit religieux est né au sein de l'Eglise protestante

d'Allemagne ; le ministère spirituel a dû donner sa démission, en décembre 1933, et le Pasteur Hossenfelter a cessé d'être le chef du mouvement chrétien allemand.

Il résulte de cette étude religieuse que :

- a) Le Saint-Siège a donné à la religion catholique une attitude ferme, dans la tradition de la morale chrétienne.
 - b) Les églises réformées ont accusé un certain fléchissement de principe, mais la foule des fidèles se montrant défavorable à une mesure incontestablement en désaccord avec la morale, la tradition a repris ses droits.
-

III

Étude de la stérilisation du point de vue médical.

Nous allons étudier en un premier paragraphe les diverses méthodes de stérilisation avec leurs avantages et leurs inconvénients.

Ensuite nous rechercherons si l'étude de nos connaissances actuelles sur le problème de l'hérédité nous fournit des certitudes suffisantes pour justifier scientifiquement la stérilisation eugénique, voire la stérilisation pénale.

Enfin, nous examinerons l'attitude du corps médical français en face de la stérilisation et les inconvénients qu'elle peut présenter au point de vue professionnel, notamment en ce qui concerne le secret médical.

A) LES MÉTHODES DE STÉRILISATION.

1° *Méthodes physiques.*

a) Les rayons X.

b) Le radium.

Ces moyens seraient employés chez les femmes

dont un état physique déficient est une contre-indication opératoire. « A dose massive, unique ou répétée, le tissu ovarien est assez rapidement atteint, mais possibilités de dégénérescence ; à dose moyenne, certains follicules jeunes peuvent échapper à l'arthrésie Roëntgenienne et continuer d'évoluer ; à dose très faible, les rayons sont existants. »

Il semble résulter de l'application des rayons à la cure des fibromes qu'il y ait peu de dangers à leur emploi. Une réserve est cependant nécessaire : les fibromes ne sont ainsi traités que chez les femmes ayant atteints la ménopause.

c) La cautérisation de l'ostium utérinum : résultats douteux.

d) La galvano-cautérisation de l'abouchement des trompes dans les cornes utérines en se donnant du jour par un hystéroscope.

La même manœuvre serait employée dans le même but en se servant également de nitrate d'argent.

2° Méthodes biologiques.

a) Hormones spermatiques : employées chez la femme par injections sous-cutanées, intra-musculaires, intra-veineuses, intra-péritonéales ; introduites dans l'organisme elles agissent à la manière d'un vaccin immunisant, créateur d'anticorps spécifiques ne déterminant aucune lésion des ovaires. On a essayé de se servir du sperme de bélier qui ne transmettrait ni la syphilis, ni la tuberculose, ni la blennorrhagie (tra-

vail de Jarcho). On a essayé d'obtenir le même résultat par des greffes d'ovaires.

b) Des extraits ovariens : ovaires de femelle gravide, corps jaunes de la gestation.

c) Des injections d'insuline, de folliculine, d'extraits de lobe antérieur d'hypophyse ont aussi été essayées.

d) Enfin, la suppression de vitamines aurait une action efficace ; ce mode est encore à l'étude expérimentale.

3° Méthodes chirurgicales.

Il faut distinguer celles s'appliquant à l'homme et celles s'appliquant à la femme.

CHEZ L'HOMME :

a) La castration : la méthode la plus antique avec ses variantes ; la castration est la suppression d'un organe nécessaire à la procréation. Mais l'on considère surtout sous ce nom l'ablation des testicules, l'*émasculation*. Méthode jadis très mutilante par le glaive, parfois chauffé au rouge en vue d'hémostase et d'aseptie.

Variantes : l'écrasement des testicules (Thlasiaë), le froissement des testicules (Tlibiaë) : lorsque l'enfant avait quelques semaines, sa nourrice ou sa mère le plongeait dans un bain tiède et détruisait entre ses doigts les petites glandes.

La castration entraîne la suppression de la glande à sécrétion interne ; ce qui produit chez l'adulte des troubles métaboliques et nerveux ; chez l'enfant ce

sont des troubles nets de la croissance et un bouleversement dans l'apparition des caractères sexuels secondaires.

b) La torsion des bourses entraînant la torsion du cordon : le canal déférent est ainsi détruit partiellement, ou, simplement du fait de la torsion, ne livre plus passage au liquide séminal.

c) Delisle raconte dans son dictionnaire anthropologique que des Australiens aux périodes de disette pratiquaient une fente sous le périnée de l'homme de telle sorte que le sperme s'écoula à terre.

d) La vasectomie (pratiquée pour la première fois en Suède en 1894) : c'est la section ou la ligature du canal déférent ; il n'y a donc pas suppression des éléments endocriniens interstitiels dont les hormones règlent l'apparition des caractères sexuels secondaires. L'intervention se pratique par une courte incision au niveau des tunnels inguinaux où les déférents sont superficiels et facilement accessibles. Les chirurgiens étrangers pratiquent soit une simple ligature, soit la section entre deux ligatures. Intervention sous anesthésie locale. Aucun risque. Convalescence de 4 à 6 jours.

Gosney indique la possibilité de retour à la fécondité ; il accuse 25 % des cas de réversibilité.

CHEZ LA FEMME :

a) La castration : hystérectomie par colpotomie ou par laparotomie ; ovariectomie double.

b) Conservation des ovaires par :

Inclusion intra-inguinale (douloureuse) ;

Inclusion intra-ligamentaire (danger de dégénérescence maligne en épithélioma) ;

Inclusion intra-épiploïque ;

Inclusion intra-péritonéale (seule intéressante).

Mais par ces méthodes l'on n'est pas sûr du résultat et il faut y associer une ligature de la trompe.

c) Stérilisation tubaire : divers procédés ont été essayés.

La ligature (une statistique a révélé de 8 à 15 % d'insuccès).

L'écrasement (inefficace).

La résection de la partie interne de la trompe.

La résection de la partie ampullaire (souvent complétée par l'enfouissement de l'extrémité libre).

La section entre deux ligatures (le meilleur procédé et le plus courant) ; laparotomie sous anesthésie générale, peu de complications sérieuses, convalescence de 15 jours environ. Lafont a relaté neuf complications sur 384 stérilisations tubaires, proportion minime.

Nous pouvons indiquer 4 cas de restitution de la fécondité, intéressants au point de vue de la stérilisation temporaire :

Van de Velde, en 1921, a libéré des ovaires enfouis intra-péritonéaux depuis cinq ans.

Hofbauer, en 1927, désenfouit les deux extrémités libres d'une trompe sectionnée et pratiqua l'anastomose.

Sellheim, en 1927, libéra des ovaires enfouis dans les ligaments larges ; en 1927, il pratiqua également une réimplantation tubaire.

Dans les quatre cas la procréation fut possible.

Une question se pose : par la stérilisation, n'y a-t-il pas exagération de l'instinct sexuel. Le D^r Gosney a fait une enquête à ce sujet en adressant un questionnaire à des opérés :

- à 75 hommes stérilisés volontaires, intelligents, non aliénés, exerçant un métier libre,
73 ne notent aucun changement.
- à 175 femmes normales mentalement, de clientèle privée, stérilisées volontaires :
97, aucun changement.
10, une diminution ;
59, une exagération,
les autres n'ont pas répondu.
- à 108 femmes aliénées,
10, aucun changement,
8, une diminution,
22, une exagération,
les autres n'ont pas répondu.

On ne peut guère tirer des conclusions de ces chiffres. Rappelons que le D^r Stenach a préconisé la vasectomie pour rajeunir l'organisme et avoir le retour à la puissance sexuelle.

De tout cela, il résulte que les moyens chirurgicaux sont les plus sûrs et les plus inoffensifs.

Les lois de stérilisation en vigueur dans les divers

pays imposent : pour la stérilisation eugénique (Allemagne, U. S. A., Danemark) la vasectomie et la salpingectomie ; pour la stérilisation pénale (Danemark) la castration.

Il nous paraît que la stérilisation n'est nullement attaquable au point de vue de ses méthodes d'action.

B) LE PROBLÈME DE L'HÉRÉDITÉ.

« *Un dédale où la science se perd* » (Balzac).

Les eugénistes appuient leurs projets de stérilisation sur l'hérédité. Les lois de stérilisation en vigueur s'énoncent toutes à peu près en ces termes : « On stériliserà les individus tarés *lorsqu'il y aura lieu de croire avec la plus grande probabilité* que leur tare sera transmise aux descendants. » Nous en pouvons aisément déduire que nos connaissances de l'hérédité sont assez loin de la certitude.

Qu'est-ce donc que l'hérédité dont Molière pouvait écrire « point n'est surprenant de voir des parents, « morts sans le secours des médecins, engendrer des insensés » ? L'hérédité est la loi biologique d'après laquelle des êtres vivants tendent à se répéter dans leurs descendants et à leur transmettre leurs propriétés.

C'est aussi, à coup sûr, un des plus grands mystères de la nature et qui de tout temps a inquiété les esprits curieux et exercé la sagacité des hommes de science, des philosophes, des législateurs.

Cette page fameuse des *Essais*, en est une illustra-

tion bien connue : « Quel monstre est-ce, que cette
« goutte de semence, de quoy nous sommes produits,
« porte en soi les impressions, non de la forme cor-
« porelle seulement, mais des pensements et des
« inclinations de nos pères ? Cette goutte d'eau, où
« loge-t-elle ce nombre infiny de formes ? Et com-
« ment porte-t-elle ses ressemblances, d'un progrèz
« si desréglé, que l'arrière fils répondra à son bi-
« sayeul, le nepveu à son oncle... Qui m'esclaircira
« de ce progrez, je le croirai d'autant d'aultres mi-
« racles qu'il vaudra : pourveu que, comme ils font,
« il ne me donne pas en jugement une doctrine beau-
« coup plus difficile et fantastique qu'est la chose
« mesme » (*Essais*, L. A., IV, Ch. XXXVII, éd. Gar-
nier).

Bien avant Montaigne cette question avait hanté les esprits. Treize siècles avant J.-C. les lois de Manou, renfermées dans le Manava-Dhama-Sastra, portaient « qu'un mari, en fécondant le sein de sa femme, y renaît sous la forme d'un fœtus ». La Bible renferme ces versets évocateurs : « Les parents ont mangé des raisins verts et les dents des enfants en ont été agacées » (Jérémie, XXI, 29-30). Si nous en croyons les spécialistes de l'Orient, l'Islam et la Perse reproduisaient le même mythe. Lucrèce s'inquiète de ce problème au L. IV du *De Natura Rerum*.

Faisons une revue historique rapide. Longtemps l'on vécut en totale ignorance. Il convenait au xix^e siècle d'orienter les recherches. En 1825, Geoffroy Saint-Hilaire doit pourtant avouer « que l'explication com-

plète de tous ces faits est hors de la portée de la Science actuelle ». Avec la méthode expérimentale, une voie nouvelle était ouverte et les théories s'accumulèrent.

La pangenèse de Darwin : « La semence de chaque partie du corps reproduit la même partie par des grains transmis des parents, les gemmules. » Le savant anglais énonçait quatre lois : hérédité directe et immédiate, loi de prépondérance, loi d'homocromie, loi de discontinuité.

La périgenèse d'Hæckel : « L'hérédité est la mémoire des plastitudes. » La plastitude serait le dernier terme de l'unité vitale, et, comme telle, serait douée de volonté.

La polarygenèse de H. Spencer ou théorie des unités physiologiques : « La ressemblance d'un organisme à l'un ou à l'autre de ses parents est le résultat des tendances spéciales des unités physiologiques de ce parent. »

Galton eut l'idée de s'attacher à l'étude des faits objectifs de la transmission des caractères et d'en dresser des statistiques. Les lois dites « Law of ancestral heredity » suivent une distribution arithmétique. La loi ancestrale : nous serions la moitié de nos parents, le sixième de nos grands-parents. La loi de distribution des qualités dans les familles. La loi de régression vers la médiocrité. Le fondateur de l'eugénisme était sollicité par ses vues sociales.

Mais c'est à Weissman que revient le mérite d'avoir, le premier, distingué les cellules germinatives des

autres cellules du corps. Il existerait un plasma germinatif continu et immortel qui donnerait naissance à un soma périssable. Les recherches étaient orientées vers la vie cellulaire si féconde d'enseignement.

Enfin, l'œuvre de Mendel, d'une remarquable précision, lève un coin du voile. Et l'adaptation de la théorie chromosomienne au mendélisme ouvre de larges horizons à la Science.

Depuis longtemps l'on savait que les animaux peuvent présenter au cours de générations successives des traits inédits par l'apparition d'un caractère jusqu'alors inaperçu, ou la modification brusque d'un caractère ancien : on appela mutation ce changement.

Gaudron, de Nancy, en 1864, et Naudin, de Paris, en 1865, croisant entre elles diverses races de *Datura* (*Loewis* et *Stramonum*), s'aperçurent que la première génération était composée de plantes possédant les caractères des deux parents, et que, par croisement de ces plantes entre elles, l'on obtenait parmi les sujets de deuxième génération, des types rappelant les sujets souches. Mais ils ne donnèrent aucune extension à cette conception.

Le moine hongrois Mendel avait fait des remarques identiques par le croisement de *Pisum Sativum*. Il convient de remarquer, qu'au contraire de Naudin et de Gaudron, il expérimentait sur des plantes d'une même famille. Il fit une communication à la Société de Brünn en 1865. Mais son œuvre ne fut connue que

le 26 mars 1900, date où de Vries l'exhuma de l'oubli, montra sa valeur et apporta des confirmations.

Le mendélisme. — Théorie féconde du mécanisme des mutations, battant en brèche le *natura non facit saltus* de Leibnitz.

A. — Les lois de l'hybridisme : elles règlent d'une manière précise les caractères des produits obtenus en croisant deux individus différents.

1° Les produits de première génération sont tous semblables entre eux.

2° A partir de la deuxième génération, les individus de même génération diffèrent les uns des autres. Il apparaît des individus n'existant pas à la génération précédente et qui sont identiques aux grands-parents.

3° Le nombre des individus des diverses qualités de la deuxième génération et des générations suivantes suit une formule donnée qui n'est pas quelconque : les diverses formes apparaissent en proportion définie.

B. — Les modes de transmission :

1° Premier mode : Les individus de la première génération sont identiques à l'un des générateurs : caractère dominant. Les individus de seconde génération comprennent : deux tiers caractère dominant ; un tiers caractère récessif, c'est-à-dire un rappel du deuxième générateur.

2° Deuxième mode : Pas de caractère dominant.

Première génération : Hybride.

Deuxième génération : $1/2$ d'hybride, $1/4$ rappel du premier générateur, $1/4$ rappel du second générateur.

3° Troisième mode : Série continue.

Lorsque les différences entre les sujets souches sont peu nettes, il y a chaîne continue dont les parents sont les deux extrémités. Cela se passe, par exemple, par le croisement d'un nègre et d'une blanche.

En résumé, cette théorie repose sur la disjonction des caractères paternel et maternel, lors du passage de la première génération à la seconde : c'est « le divorce indépendant des caractères », ou mieux, le divorce de deux lots de caractères ; et ainsi de suite. Les croisements donnant des individus dont le jeu des combinaisons peut être schématiquement établi d'avance dans une formule. D'ailleurs peu importe qu'il y ait mono, di ou polyhybridisme : les lois trouvent toujours leurs applications se pliant à l'existence des caractères dominants ou des caractères récessifs.

Parmi les produits de deuxième génération, les récessifs ne donnent que des récessifs, les dominants donnent les uns une lignée pure, les autres une lignée comprenant $1/4$ de récessifs et $3/4$ de dominants. Cette théorie a été contrôlée par des milliers d'expériences pratiquées dans le règne végétal et dans le règne animal (Souris, Drosophiles, etc...) Les

cas d'hérédité mendelienne se sont accumulés et ces faits sont actuellement hors de doute.

Jean Rostand y voit des conséquences pratiques : on pourrait « dans une race donnée, choisir un caractère avantageux pour le transférer dans une autre race ». Il cite le Professeur Biffen de Cambridge qui réunit dans une seule race de blé plusieurs qualités favorables.

Il fallait trouver une base morphologique de la conception mendelienne de l'hérédité. La théorie chromosomienne semble répondre aux faits. Au cours de la division cellulaire les grains de chromatine, jusqu'alors au repos, se réunissent en un filament qui va se sectionner par la suite en un nombre de tronçons variables suivant les espèces : ce sont les chromosomes. Leur constance numérique, dans une même espèce est remarquable et ils vont par paires, dont les deux unités sont identiques. Mais pour les cellules reproductrices, par le phénomène de la réduction chromatique, chaque cellule fille ne reçoit qu'un chromosome de chaque paire : les cellules sexuelles ont moitié moins de chromosomes que les autres cellules du corps. La rencontre de deux cellules sexuelles reconstitue les paires chromosomiques que la maturation avait disjointes. C'est ainsi que s'explique ce fait que les éléments du couple mendelien ne fusionnent jamais.

Jean Rostand écrit : « A chaque génération, la réduction chromatique en s'opérant dans les cellules germinales élimine impitoyablement une moitié de

chaque hérédité... Nous sommes la résultante de deux êtres qui, séparément n'existerent et n'existeront jamais, la synthèse de deux êtres qui existaient virtuellement dans les deux cellules parentales d'où nous tirâmes naissance. »

Les expériences ont permis de considérer le chromosome comme le support des facteurs héréditaires, mieux comme le support d'un groupe de facteurs, « un bloc héréditaire ». Les généticiens ont cru pouvoir faire un pas de plus et démontrer la localisation de chaque facteur en un point déterminé du chromosome, grâce aux phénomènes dits d'enjambement (Crossing over).

Que sont ces facteurs, ces atomes héréditaires, personne n'en sait rien. Rostand avoue : « Convenons-en tout de suite on en a pas le moindre soupçon ». Toujours est-il que la théorie chromosomienne dispose actuellement d'une série d'observations qui lui confère la plus grande crédibilité.

Cependant certains savants à la suite du physiologiste Bateson admettent la théorie factorielle et ne la rattache pas aux chromosomes ; des exemples ont été donnés par Rabaud dans son article du *Traité de physiologie* de H. C. Roger qui semblent difficiles à expliquer en les rattachant aux chromosomes ; le Dr Max Aron tout en reconnaissant l'attrait de la théorie chromosomienne écrit dans la *Revue de Biologie médicale* de mai 1930 : « Pour conserver une foi entière en sa solidité il importe d'agréer préalablement l'idée que les observations histologiques sur

lesquelles elle repose ont effectivement la signification qu'on leur prête, et qu'en particulier les chromosomes des cellules sexuelles représentent bien, les uns l'héritage nucléaire du père, les autres celui de la mère. Or, c'est là ce que des biologistes notables se refusent à admettre. »

Brachet prétend que le mécanisme de la mutation n'atteint nullement l'hérédité générale constituée par les caractères fondamentaux de l'espèce qui sont contenus en puissance dans le cytoplasme de l'œuf et échappe donc au jeu des combinaisons chromosomiques.

En tous cas, la théorie chromosomienne est très séduisante. Cependant en admettant qu'il fut démontré qu'elle répond à l'expression exacte des phénomènes de la nature, les études expérimentales qui ont été poursuivies sur les végétaux et les mammifères inférieurs, nous permettent-elles d'appliquer les lois de Mendel à l'espèce humaine ? Les combinaisons schématiques vérifiées chez 6 petits pois, avons-nous le droit de les appliquer à 6 enfants ? Question d'un intérêt primordial pour le sujet qui nous intéresse.

Il faut d'abord remarquer la difficulté d'expérimentation : le matériel humain est vraiment défavorable ; d'abord l'homme est peu prolifique, ensuite il est peu probable que des individus se prêtent à des unions expérimentales, de plus la pureté des lignées quant à un caractère déterminé est difficile à mettre en évidence. Enfin l'adultère est une complication

inattendue : telle l'histoire de cette veuve, belle brune qui accouche, après quelques années de veuvage alors qu'elle est remariée avec un homme brun, d'un enfant roux, image du premier mari, ressemblance que le frère du défunt aurait pu expliquer. Et au point de vue de l'hérédité pathologique on trouve de nouvelles difficultés : la recherche des antécédents de plusieurs générations, des erreurs de diagnostic...

Cependant par la méthode des statistiques, l'on est arrivé à connaître certains facteurs qui suivent ou semblent suivre les lois de l'hérédité mendélienne. Une étude d'un intérêt médico-légal (pour la recherche de la paternité) a été faite sur l'hérédité des groupes sanguins. Ce que l'on sait, pour se conformer aux lois de Mendel, c'est qu'un caractère dominant ne peut être transmis que par les individus qui le manifestent alors que les caractères récessifs sont traîtres et peuvent « demeurer masqués pendant un grand nombre de générations ». De plus, deux individus sains, issus d'une lignée portant une tare dominante, sont et resteront définitivement sains ; au contraire, deux individus sains, issus d'une lignée portant une tare récessive, peuvent toujours avoir dans leur descendance à plus ou moins longue échéance des tarés.

Remarquons dès maintenant que par la stérilisation pratiquée sur des individus à tare dominante, l'on risque toujours de détruire des lignées saines en puissance et qu'en ne stérilisant pas des individus apparemment sains, mais porteurs d'une tare réces-

sive, on risque de laisser naître des tarés. Quel discernement pourront apporter là, les législateurs ou les médecins des Tribunaux de santé sociale ? Ceci est d'autant plus complexe que la consanguinité peut transformer une tare dominante en une tare récessive.

L'on pourrait ranger parmi les tares à caractères dominants : les malformations du squelette des extrémités, les malformations congénitales, des affections cutanées, la myopathie type Landouzye Déjerine, la chorée de Huntington ; peut-être le diabète insipide, la hernie inguinale, la maladie de Thomsen (hypermyotonie), l'athérome, etc., nombreuses affections des yeux...

Parmi les tares à caractères récessifs : la surditité, la maladie de Friedreich, le nanisme vrai, la maladie de Steinert, la démence précoce, la psychose maniaque dépressive, etc...

Pour compliquer le problème, il y a des tares qui, de toute évidence clinique, se transmettent suivant le mode de l'hérédité liée au sexe : l'exemple classique en est l'hémophilie qui se transmet aux hommes par les femmes (hérédité matriarcale) ; également le daltonisme, des formes de myopie, d'atrophie du nerf optique. La théorie chromosomienne semble bien expliquer ce qui se passe. Cependant remarquons que l'hémophilie par exemple aurait figuré il y a 40 ans seulement parmi les indications précises de la stérilisation, du fait de son extrême gravité, des manifestations foudroyantes

qui frappaient l'esprit des gens. A l'heure actuelle, grâce aux différentes thérapeutiques antihémorragique et aux moyens d'hémostase, il n'en est plus ainsi. Il serait difficilement admissible pour des jeunes filles, en parfaite santé, de se voir l'objet de cette mesure sous prétexte que leur frère présente de toute évidence une diathèse hémorragipare. Si le public admet assez aisément que l'on prive du droit de procréer des êtres manifestement tarés (des idiots sadiques par ex...), il ne comprendrait pas l'extension d'une telle mesure à des sujets apparemment sains, tout simplement parce que l'on suppose qu'ils sont porteurs d'une tare, sans cependant la manifester.

Il convient aussi de rappeler que des affections considérées, naguère encore, comme héréditaires, ne le sont plus aujourd'hui ; et que des affections qui ne relevaient d'aucune thérapeutique sont maintenant justiciables de traitements efficaces (la P. G. par exemple). Qui donc peut nous assurer que des maladies, contre lesquelles nous sommes totalement impuissants, ne seront pas considérées par nos petits neveux, voire même par nos enfants, comme des affections graves, sans doute, mais du moins guérissables ?

Notons également que dans le domaine de la pathologie générale l'incertitude persiste : l'hérédité du cancer et celle de la tuberculose sont très controversées ; l'hérédité de la syphilis qui paraît démontrée est moins troublante, car nous possédons des

moyens thérapeutiques actifs (le traitement spécifique énergétique de la mère parvient même à prévenir la transmission héréditaire).

L'hérédité alcoolique est discutée, il s'agirait probablement d'une transmission par voie transplacentaire. Pearson prétend même que les fils d'alcooliques sont dégénérés non parce que leurs ancêtres buvaient, mais parce que leurs ancêtres dégénérés avaient tendance à boire.

En médecine mentale, celle qui fait l'objet principal des lois, les discussions se poursuivent à coup d'hypothèses, de statistiques, d'arbres généalogiques. Les partisans les plus exclusifs de l'hérédité dans ce domaine ne professent pas un déterminisme absolu : il s'agirait davantage d'une fragilité neuropsychique générale prédisposante que d'une hérédité similaire. Examinons par exemple quelques-uns des cas prévus par la loi allemande :

1° La faiblesse d'esprit congénitale qui semble relever d'un facteur récessif ; deux parents débiles n'engendrent que des débiles ; un parent débile et un parent sain engendreront des enfants sains en apparence, mais cependant porteurs de la tare ; et deux parents de cette catégorie donneront $3/4$ de sains et $1/4$ de tarés.

2° La chorée de Huntington, maladie familiale, est liée à un caractère dominant : donc un choréique et un être sain ne pourront avoir que des enfants tarés ; si l'un de ces enfants (tarés) épouse un sujet sain, la moitié de la descendance sera saine ; deux

individus issus de lignée portant des facteurs héréditaires choréiques seront sains et leur descendance également. D'ailleurs cette affection apparaît généralement entre 25 et 30 ans ; les malades pourront donc avoir déjà une descendance. Stérilisera-t-on ces enfants ?

3° L'épilepsie héréditaire.

Or, nous savons depuis les travaux de Pierre Marie que l'hérédité de ce mal n'existe pas. Certes, il y a des cas où l'on trouve l'épilepsie dans une famille, mais ce sont des cas où il y a eu transmission d'une affection comportant, parmi ses conséquences, des manifestations épileptiques (ainsi dans l'hérédosyphilis nerveuse). On conçoit combien il est injuste de stériliser ces gens-là, et surtout combien il serait injuste de stériliser leurs frères et sœurs.

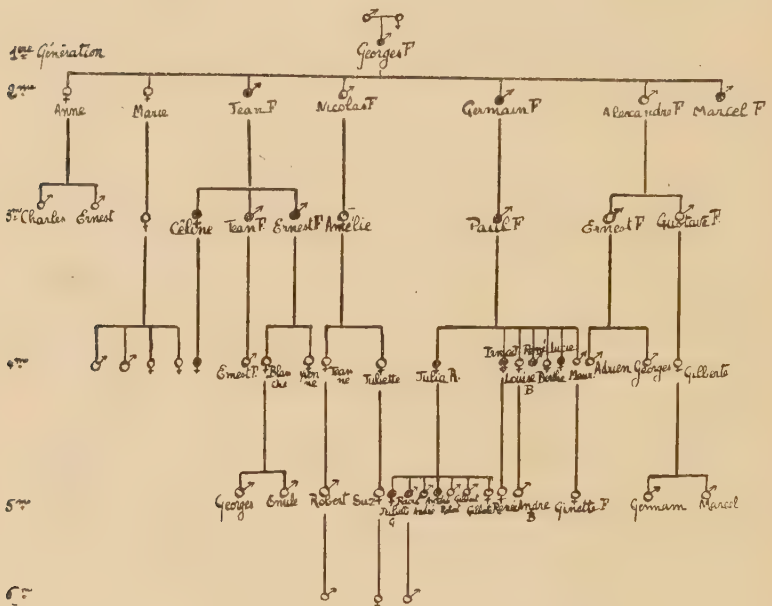
4° La démence précoce présenterait les mêmes combinaisons d'hybridisme que la faiblesse d'esprit congénitale ; la manie et la mélancolie également...

Au cours de l'examen de ces quelques cas, nous avons mené notre raisonnement le long des voies mendéliennes. Ce n'est, avouons-le, qu'une position toute gratuite, une vue théorique que les faits concrets ne nous permettent pas d'ériger en conviction scientifique.

Prenons comme exemple un cas de maladie familiale que relatent Laignel-Lavastine et Henri Desoille dans le numéro de mai 1928 de la *Revue Neurologique*. Les divers sujets atteints montraient : des troubles cérébelleux ; des troubles de la phonation,

de la déglutition, de la respiration ; de la fibrillation musculaire, avec des troubles réflexes. Pour ce qui nous intéresse, reproduisons l'arbre généalogique.

Nous trouvons donc, au cours de 6 générations, 16 sujets atteints sur 57. La stérilisation de Georges F.



aurait donc virtuellement supprimé 41 personnes ne manifestant aucunement la tare. Remarquons que la tare, lorsqu'elle est transmise, l'est par les hommes comme par les femmes, et qu'un sujet sain ne la transmet pas.

Cet exemple montre bien notre ignorance du mécanisme de l'hérédité : dans la 4^e génération pourquoi Julia R. est-elle atteinte plutôt que Louise sa sœur ? Et cependant Julia R., sur 7 enfants, aura 4 rejetons

sains, et Raoul, un de ses fils malade, aura un enfant sain.

Si nous envisageons la complexité du problème et si nous y ajoutons les difficultés qui s'opposent à une juste discrimination entre les affections héréditaires, les maladies congénitales, et les contagions du début de l'existence des enfants par les parents (difficulté montrée par le D^r Vignes dans le *Progrès Médical*, n^{os} 9, 10, 13 et 15 de 1924), l'on peut se demander comment les juges qui disposeront de la stérilisation y reconnaîtront les leurs.

Nous sommes autorisés à écrire :

- a) Ou la théorie chromosomienne comme base de la conception meldelienne ne répond nullement aux faits et la stérilisation ne s'appuie plus sur rien de scientifique ;
- b) Ou la théorie chromosomienne comme base de la conception meldelienne explique bien la transmission des caractères héréditaires et la stérilisation supprimera des êtres sains en puissance possibles chez des êtres tarés.

Disons, avec le D^r Vervaeck, que « nos connaissances ne sont pas encore assez précises pour employer la stérilisation à bon escient ».

C) LE CORPS MÉDICAL ET LA STÉRILISATION.

LE SECRET PROFESSIONNEL.

En 1924, au sujet du certificat prénuptial, le D^r Vignes a fait un rapport au Congrès International

d'anthropologie de Prague ; il avait recueilli l'avis de médecins, de biologistes, de publicistes français auxquels il avait posé la question : la certitude de nos connaissances sur l'hérédité est-elle suffisante pour servir de fondement à une loi civile ? Toutes les réponses furent négatives. En 1932, il fit une enquête au sujet de la stérilisation eugénique dans les milieux médicaux français ; il a publié les résultats dans la *Revue d'Anthropologie* de juillet-septembre. Ils sont répartis ainsi :

- 1° Les partisans qui, avec le D^r Schreiber, considèrent cette mesure comme une intervention légitime à condition qu'elle soit appliquée avec « pondération et humanité » ;
- 2° Les septiques ; le D^r Papillault, directeur du Laboratoire d'Anthropologie de l'Ecole des Hautes Etudes, expose ainsi ce point de vue :
« Ce n'est pas dans la région sereine des idées
« que nous devons agir, mais dans la matière
« vivante, qui par ses caractères si complexes
« et si multiformes, échappe à nos classifica-
« tions » ;
- 3° Les opposants ;
- 4° Ceux qui proposent d'autres mesures.

La question ne se pose pas pour la stérilisation thérapeutique, il est évident que le médecin peut et doit seul décider de l'opportunité de l'intervention qui s'impose comme le seul moyen de sauver la vie

du malade ; le malade pouvant toujours refuser de subir l'opération.

Au point de vue prophylactique, pour éviter par exemple la possibilité d'une grossesse à une femme parce qu'elle pourrait causer un pronostic grave, les avis sont partagés ; nous sommes de ceux qui prétendent qu'il faut conseiller à la femme d'avoir le courage de s'abstenir de rapports conjugaux jusqu'à ce que la cause pathologique inquiétante soit atténuée ou ait disparu. A la rigueur nous pourrions indiquer le moyen terme, la période agénésique d'Ogino-Smulders.

Knauss résume ainsi cette méthode qui est fondée sur le fait que l'ovule met de 11 à 12 jours pour s'implanter dans la membrane utérine. Entre les deux époques de règles, 3 périodes :

1° Du retour du flux au 11^e jour.

2° Du 11^e jour au 23^e jour environ, période d'ovulation.

3° La fin.

L'agénésie comprendrait la première et la troisième période. Hâtons-nous de dire que cette méthode est encore très incertaine.

Avant de clore cette étude, nous voulons dire quelques mots du secret professionnel. La loi allemande de stérilisation porte en effet au paragraphe VII : « Les médecins interrogés comme témoins ou comme experts sont obligés de déposer sans égard pour leur secret professionnel. » Sans doute est-il prescrit au

paragraphe XV que : « Les personnes ayant participé à la procédure juridique ou à l'exécution de l'opération chirurgicale sont tenus à la plus stricte discrétion. » Il n'en reste pas moins certain que l'Etat peut imposer à un médecin la violation de son plus beau fleuron.

Nous voulons maintenir le principe du secret médical. Nous prétendons d'ailleurs que le corps médical à son mot à dire et qu'il doit le dire lorsqu'il est question de promulguer une telle loi ; et nous croyons pouvoir prétendre que dans un pays libre, il n'est guère de médecin qui accepte de violer son secret en faveur de la stérilisation.

A l'heure actuelle, en France, la personne qui se rend coupable de violation du secret professionnel est passible d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 100 à 500 francs.

D'autre part, aux termes de la loi, le médecin interrogé par la justice peut se retrancher derrière le secret professionnel et refuser de témoigner à l'occasion des faits dont il n'a eu connaissance qu'à l'occasion de sa qualité. Exceptions faites cependant pour les cas prévus par la loi.

L'on nous objectera les conseils de révision. Le cas est différent cependant. Le médecin militaire déclare tel homme bon pour le service armé ou auxiliaire, tel autre réformé, sans énoncer les raisons qui dictent sa décision.

Certains médecins et chirurgiens, ils sont rares, touchés de la grâce soviétique, n'hésitent pas à dé-

créer la vétusté, l'inutilité et même le danger du secret professionnel. Libre à eux. Nous croyons pour notre part, que notre secret médical, honneur de notre profession, est non seulement une garantie nécessaire pour le malade, mais encore une sauvegarde contre toute tendance étatiste, encore qu'il ait subi quelques entorses légales, notamment en ce qui concerne les assurances sociales et la déclaration des maladies contagieuses.

Conclusions

Nous avons vu, au cours de cette étude, que la stérilisation des individus était pratiquée dans les plus antiques civilisations pour des raisons diverses, répondant parfois à des considérations qui n'étaient pas étrangères à l'Eugénisme et au « Racisme » ; que ces mesures disparurent peu à peu au cours des siècles et que la religion du Christ contribua grandement à ce progrès, établissant une civilisation nouvelle où comme le dit Fustel de Coulanges « la liberté était devenue possible dans l'ordre social » ; que le progrès des Sciences au XIX^e siècle fit concevoir à l'anglais Galton l'espoir charitable d'améliorer la race humaine en se basant sur l'Eugénétique, et que, parmi les moyens préconisés, la stérilisation des tarés trouva des promoteurs ardents, à tel point que des lois en ce sens existent à l'heure actuelle dans divers pays.

Après une étude du problème tant au point de vue naturel que religieux, après l'exposé des connaissances actuelles sur l'hérédité, nous devons conclure :

1° La stérilisation thérapeutique est admise ; elle relève seulement de la compétence et de la conscience du médecin.

2° La stérilisation pénale est licite, mais nous pensons qu'une telle pratique, aussi justifiée soit-elle, serait un retour vers les temps barbares, surtout étant donné que l'Etat possède des moyens de défense plus efficaces.

3° La stérilisation Eugénique n'est nullement licite et aucun argument de quelque ordre qu'il soit (économique, de protection, etc...) ne saurait la justifier.

La religion et le droit naturel sont d'accord pour la condamner. Les données actuelles de la Science sont trop incertaines pour étayer des théories fécondes et laisser espérer des résultats pratiques. Enfin, la Société dispose d'autres moyens d'actions qui ont la supériorité d'être moraux. A la question : la Société a-t-elle le droit de stériliser les individus ? nous ne pouvons répondre que par une négation catégorique.

L'amélioration de la race humaine ne relève pas de solution extrémiste telle que la stérilisation. Nous sommes de ceux qui croient :

1° Que l'Eugénisme et la morale, partis de points différents, doivent se rencontrer.

2° Que les grands problèmes de l'avenir de la race humaine sont liés directement à la conservation de la famille dans le mariage.

Lisons cet argument de César Frank, pour *Rédemption*, qui traduira exactement notre pensée :
« Les siècles passent, allégresse du monde qui se

transforme et s'épanouit sous la parole du Christ. En vain s'ouvre l'ère des persécutions ; la Foi triomphe de tous les obstacles. Mais l'heure moderne a sonné ? la croyance est perdue ; l'homme, en proie de nouveau à l'âpre désir des jouissances et aux agitations stériles, a retrouvé les passions d'un autre âge ? »

Vu : le Doyen,
ROUSSY.

Vu : le Président de la thèse,
L. TANON.

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Nous indiquerons ci-dessous : les articles de revues que nous avons lus ; les livres que nous avons lus ou consultés.

AMAR. — Hérité et transformisme (*Journal de Physiol. et de Pathol. gén.*, juin 1924).

A. P. (Dossiers de l'). — Problème de l'eugénisme et de la population mondiale, 10 et 25 janvier 1928.

APERT. — L'hérédité morbide, 1919.

ARON (Max). — Le problème de la transmission des caractères héréditaires et ses bases morphologiques (*Revue de Biologie médicale*, mai 1930).

Arrivera-t-on au fonctionnarisme médical (*Science et Monde*, 30 nov. 1933).

ATHAYDE (Tristan II). — Limites de l'eugénisme (*La Vie intellectuelle*, 10 nov. 1932).

BATESON. — Mendel's principles of heredity. Cambridge, 1902.

BÉNARD. — Considérations sur les lois de l'hérédité dans les affections et proportions mendéliennes (*Société médicale des Hôpitaux*, 1924, p. 1751).

BERNE. — Dans la lumière de l'encyclique, l'erreur néomalthusienne (dossiers A. P., 10 avril 1931).

BIOT. — L'Encyclique sur le mariage et la médecine (*Chronique sociale de France*, mars 1931).

BIVINGS. — Influences préconceptionnelles et prénatales atteignant le nouveau-né (*The Journal of the A. M. A.*, n° 22, 25 nov. 1933).

BOUDRY. — Hérité et états constitutifs (*Guérir*, n°s 36 et 37, mars-avril 1934).

BOVERAT. — Danger des mesures préconisées pour éviter la naissance des enfants anormaux (*Revue de l'Alliance nationale*, mars 1933).

BRIAND. — Notions anciennes sur l'hérédité (*Progrès médical*, n° 46, 12 nov. 1927).

— L'hérédité (*Progrès médical*, n° 48, 26 nov. 1927).

BROUILLARD. — Eugénique et eugénisme (*Etudes*, 20 mai 1931).

— Eugénique et eugénisme anglo-saxon devant la morale catholique (*Etudes*, 5 juin 1931).

CARRÉ. — La stérilisation en Allemagne (*La Médecine internationale*, 2 févr. 1934).

CLÉMENT. — Le droit de l'enfant à naître.

COMBES. — *Congrès de l'Association du mariage chrétien de Marseille*, 1930.

CORDES. — La stérilisation par contrainte (*Zentralbl. f. chir.*, n° 8, 26 janv. 1934).

DAVENPORT. — *Heredity in relation to Eugenics*. New-York, Holt et Company, 1911.

DEBRET. — La sélection naturelle dans l'espèce humaine. Hérité convergente. *Thèse Paris*, 1901.

DELAGE (Y.). — L'hérédité et les grands problèmes de la Biologie générale. Paris, 1903.

DESFOSSÉS. — Néo-esclavagistes (*Progrès médical*, 8 févr. 1930).

— Le suicide de la race blanche (*Progrès médical*).

- ECKHARDT. — Malformations corporelles héréditaires et projet pour éviter la descendance des sujets atteints d'affections héréditaires (*Klinische Wochenschrift*, n° 40, 2 oct. 1933).
- FÉLICE (de). — Préoccupations eugéniques. Examen prénuptial (*Le Christianisme social*, n° 6, juillet-août 1934).
- FUSTEL DE COULANGES. — La Cité Antique.
- GALIPPE. — Hérité des stigmates de dégénérescence et les familles souveraines. Masson, 1905.
- GARNIER. — Les lois générales de l'hérédité (*Progrès médical*, oct. 1913).
- GATCHENERE (de). — A propos de la loi allemande sur la stérilisation (*Cité chrétienne*, 2 février, 5 mai 1934).
- GOBINEAU (de). — Essai sur l'inégalité des races humaines.
- GOSNEY et POPENOE. — Sterilization for human betterment. New-York, the Mac Millan Co, 1929.
- GRÉGOIRE (V.). — Génétique et cytologie (*Académie Royale de Belgique*, déc. 1927).
- GUYENOT. — L'hérédité. Doin, 1924.
- Les nouveaux problèmes de l'hérédité, les lois de Mendel (*Biologie*. Paris, 1911, I, p. 183 à 195).
- GAUPP. — Loi sur l'interdiction de descendance aux sujets atteints d'affections héréditaires et psychiatriques (*Klin. Wochen.*, n° 1, 6 janvier 1934).
- HENYER et LOGRE. — Hérité progressiste (*Bulletin médical*, n° 9, 24 févr. 1929).
- HEUCQUEVILLE (de). — La stérilisation chirurgicale, les législations et la médecine légale (*Annales de Médecine légale, criminologie et police scientifique*, n° 4, avril 1933).

- L'application et les résultats de la loi du canton de Vaud (*Société médicale*, 25 juin 1934).
- HITLER. — Mein Kampf (Les Presses de France, traduction).
- JACOMET. — Le secret médical. *Thèse de droit*. Doin, Paris, 1933.
- JORDAN. — Eugénisme et morale (*Cahiers de la Nouvelle Journée*, n° 19, 1904).
- JORDAN, VIOLLET, TIBERGHEN. — Eugénisme et stérilisation, leur valeur morale. Spes, 1930.
- KULENKAMPF. — L'opposition des vivants et des morts à la lumière des lois de l'hérédité (*Munch. Med. Wochén.*, n° 5, 2 févr. 1934).
- LAIGNEL-LAVASTINE et DESOILLE. — Maladie familiale cérébello-spasmodique (*Revue neurologique*, mai 1928).
- LÉON XIII (Sa Sainteté). — « Arcanum Eglisiæ sapientiæ ». « Rerum novarum ».
- LOI danoise de stérilisation (Lootidenden A-Nr 19 Udgevet, 11 juin 1929).
- LOI allemande de stérilisation : La médecine à travers le monde (*Presse médicale*, 3 janv. 1934).
- LOWENTHAL. — L'eugénique. Examen pré-nuptial et stérilisation (*Mercure de France*, 1^{er} avril 1934).
- LE ROY. — Racisme, natalité et eugénisme (dossiers A. P., 10 janv. 1934).
- LENZ. — Au sujet de la stérilisation (*Klin. Wochén.*, n° 8, 24 févr. 1934).
- MARIE (A.). — Influences psychopathiques ancestrales. Le problème de l'hérédité psychopathique et le mendélisme (*Archives internationales de Neurologie*, t. II, IV, p. 1 à 72, juin-juillet 1929).

- MAITREVET, ARDIN-DELTEIL. — Hérité et prédisposition. Montpellier, 1907.
- MAUCLAIRE. — Essais des greffes de glandes génitales pour traiter les psychoses (*Archives de Neurologie*, oct. 1930).
- MIGNOT. — L'Hérité dans la descendance d'un polygame (*Encéphale*, XVII. Paris, 1922).
- MINO. — Gnéalogies et hérité (*Archives de Pathologie et clinique médicale*, octobre 1923).
- MOLLARET. — Maladie de Friedreich. Etude physio-clinique. *Thèse Paris*. Legrand, 1929.
- NISOT (M^{me}). — La question eugénique en divers pays. Edit. « Protection de l'Enfant ». Bruxelles.
- PÉCHOUTRE (F.). — Le principe de l'hérité mendélienne et leurs fondements cytologiques (*Revue générale des Sciences pures et appliquées*. Paris, 1912, XXIII, 613-623).
- PIE XI (Sa Sainteté). — Casti Conubii.
- PIÉCHAUD et MARCHAND. — L'eugénisme actuel. La loi allemande de stérilisation (*Journal de Médecine de Bordeaux*, 10 février 1934).
- PLATON. — La stérilisation au point de vue social (*Revue de vulgarisation des Sciences médicales*, janv. 1934).
- PLUS. — Face au mariage. Devoirs des conjoints par rapport à la procréation. Spes, 1931.
- RABAUD. — Recherches sur l'hérité et la variation (*Presse médicale de France*. Paris, 1928).
- RETTIG. — Pour la vasectomie comme méthode de stérilisation chez l'homme (*Zentralbl. f. chir.*, n° 50, 16 déc. 1933).

- ROSTAND (Jean). — Les chromosomes artisans de l'hérédité et du sexe. Hachette, 1932.
- SCHMIDT-KEHL. — Perpétuation des faibles d'esprit (*Munch. med. Woch.*, n° 49, 8 déc. 1933).
- SCHREIBER (G.). — Considérations sur l'amélioration de la race humaine, la sélection artificielle, les recherches expérimentales sur l'hérédité et les lois mendéliennes (*Presse médicale*. Paris, 1912, XX).
- SCHIFF et MARESCHAL. — Hérité psychopathique et stérilisation eugénique (*Annales médico-psychopathiques*, janv. 1931).
- SMULDERS. — De la continence périodique dans le mariage. Letouzey, 1933.
- SOBRADILLO (Agapito Martin de). — La procréation et la stérilisation du point de vue du droit naturel (Edition « Saint François d'Assise »). Genève.
- TZANCK. — Contribution à l'étude de la prédisposition morbide (*La Semaine des Hôpitaux de Paris*, n° 7, 15 avril 1934).
- VAN CAULAERT. — Les lois du sang (*Presse médicale*, n° 86, 3 mai 1930).
- VANNEUFVILLE (Mgr). — L'Encyclique sur le mariage. Aspects sociaux, février 1931.
- VALENSIN (Albert). — Traité de droit naturel. Hérité et morale (Dossier A. P., 25 mars 1930).
- VERDIER (Son Eminence le Cardinal). — Lettre pastorale sur l'Encyclique « Casti Conubii » (*Semaine religieuse de Paris*, 14 févr. 1931).
- VERVAECK. — L'examen pré-nuptial doit-il être obligatoire (*Revue belge*, reproduite dans *Pour les jeunes gens*, mars 1930).

VEZOUX. — L'hérédité musicale (*Concours médical*, 26 déc. 1920).

VIDAL. — La médecine et la stérilisation humaine obligatoire (*Guérir*, 1^{er} oct. 1933).

VIGNES. — La stérilisation des inadaptés sociaux (*Revue anthropologique*, 1922, p. 228).

— Enquête médicale en France (*Revue anthropologique*, juillet-sept. 1932).

— Certificat de mariage ou vulgarisation des notions d'eugénique (*Rapport de la II^e session de l'Institut international d'Anthropologie de Prague*, 1924. Nourrit Ed.

WEBER. — L'hérédité des caractères acquis et l'anatomie humaine (*Revue médicale de l'Est*. Nancy, 1926).

WEMER SIEMENS. — Théorie de l'hérédité, hygiène des races et politique de repeuplement. Legrand, 1929.

WILDENSKOV. — Conférence sur la loi danoise de stérilisation et les soins pour les anormaux (Résumé dans *Ugeskrift for Læger*, n^o 5, nov. 1933).

WEYGANDT. — Stérilisation et castration dans l'hygiène sociale (*Munch. med. Woch.*, n^o 33, 18 août 1933).

1044. — Impr. de la Fac. de Méd., Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 12-1934

